

ZOOM



◀ VAGUE D'IMMIGRATION COLOMBIENNE EN BEAUCE D 3
LES POISSONS DU SAINT-LAURENT BOUDENT LE GOBIE D 10 ▶



Au royaume des GÉANTS

Les Wal-Mart et cie ont chamboulé le paysage urbain de Québec



PHOTOS LE SOLEIL, ERICK LABRE
Selon le groupe de recherche GéoCom, spécialisé dans le commerce de détail, il s'est ajouté trois millions de pieds carrés de grandes surfaces à Québec entre 1987 et 2005, l'équivalent de deux Place Laurier !

Dix ans après l'arrivée de Wal-Mart à Québec, la madame est-elle contente ? Le géant américain et les autres grandes surfaces n'ont pas causé d'hécatombe économique, ils ont profondément changé le paysage de la ville et pas pour le meilleur.

■ À Québec, le magasinage se fait maintenant d'est en ouest. Et pas n'importe où : le long de l'autoroute de la Capitale. Vous n'avez qu'à suivre les grosses boîtes bleu-blanc-rouge...



Isabelle Mathieu

imathieu@lesoleil.com

Entré chez nous par la porte du défunt Woolco des Galeries de la Capitale le 17 mars 1994, Wal-Mart n'a bien sûr pas importé à lui seul le modèle de la grande surface. Les Club Price et les mégaquin-cailleries avaient déjà fait pousser en ville quelques gros bâtiments à l'architecture minimaliste, nichés au centre d'une mer d'espaces de stationnement.

Mais Wal-Mart a agi comme locomotive dans les *power centres* de Gaudarville, Beauport et des Galeries. En fait, il a donné le signal à tous les Reitmans, Mexx et autre New Look. « Les autres se disent quand Wal-Mart est là, ça va bien, on y va », résume Yves Bois, directeur général des Galeries de la Capitale.

Le centre commercial le plus fréquenté à Québec a, dit M. Bois, profité de l'élan donné par l'énorme chaîne de commerce au détail. « Wal-Mart contribue à notre positionnement, note le directeur général. C'est pour ça qu'on leur a vendu un terrain à côté. On ne se serait pas tiré dans le pied ! »

Pas de doute possible, l'autoroute de la Capitale fait la loi question magasinage

Selon le groupe de recherche GéoCom, spécialisé dans le commerce au détail, il s'est ajouté trois millions de pieds carrés de grandes surfaces à Québec entre 1987 et 2005, l'équivalent de deux Place Laurier !

LA TENDANCE EST-OUEST

Plus de doute possible, c'est l'autoroute de la Capitale qui fait la loi. « C'est une tendance lourde, explique Bernard

Auger, directeur du développement économique à la Ville de Québec. Les gens ont pris l'habitude de consommer autour de l'autoroute de la Capitale, d'est en ouest. C'est pas pour rien que Cominar met beaucoup d'énergie sur les Promenades de Beauport. »

Les intervenants interrogés par LE SOLEIL estiment que Wal-Mart et les autres grandes surfaces ont amplifié la réputation de Québec comme destination de magasinage.

Et contrairement aux arguments avancés par certains politiciens, pas au prix, semble-t-il, du sacrifice des rues marchandes. « C'est une analyse simpliste de dire que Wal-Mart tue les artères commerciales, dit Bernard Auger, du développement économique de la Ville. Wal-Mart ne s'est pas adressé aux clients des artères commerciales, mais plus aux clientèles des Zellers et Sears. »

Des bémols s'imposent ; plusieurs commerces ont vu leur chiffre d'affaires baisser — selon une étude de 2003 du Regroupement des centre-ville — et des dizaines de quincailleries de quartier n'ont pas survécu à l'arrivée des grandes surfaces. Des centres commerciaux vieillissants, comme les Galeries Charlesbourg, ont vu leur cas s'aggraver.

Certains fournisseurs régionaux gardent aussi des cicatrices. « Les Wal-Mart n'ont pas la préoccupation de s'approvisionner dans la région où



Plusieurs estiment que Wal-Mart et les autres grandes surfaces ont amplifié la réputation de Québec comme destination de magasinage.

ils sont, fait remarquer Francine Lortie, présidente de la chambre de commerce de Québec. Des fournisseurs s'étaient modernisés pour fournir en gros, mais ont perdu les contrats. »

POLITIQUE DE TERRE BRÛLÉE

En s'installant dans des champs — parce que ça leur coûtait quatre fois moins cher que dans un centre commercial — les grandes surfaces n'ont pas seulement créé des *power centers*, ils ont aussi détruit des

plans de territoire. « Leur politique de localisation, que j'assimile à de la politique de terre brûlée, nous laisse en héritage des portions de notre territoire qui sont malades et il va y avoir des coûts publics importants pour les revitaliser », affirme la conseillère municipale Odile Roy, responsable de l'aménagement du territoire.

Voir GÉANTS en D 2 ▶

Plus d'information Page D 2

Le Marché en vrac des Halles de Sainte-Foy

651-4155

C'est bon la vie !

De tout pour la cuisine ! Des fines herbes, des épices et des assaisonnements en vrac, des huiles de première qualité et des vinaigres aromatisés offerts dans des bouteilles irrésistibles, des moutardes fines et des mayonnaises, des confitures et des tartinades succulentes, des ustensiles, des cafetières et des théières...
Dépositaire des cafés-haut de gamme Terra.

LES HALLES DE SAINTE-FOY
Angle du Vallon et Quatre-Bourgeois



Les magasins-entrepôts n'ont pas été conçus ni bâtis pour avoir une très grande longévité.

LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Mort annoncée

Les magasins à grande surface de Québec seront sur le déclin dans 20 ans

ISABELLE MATHIEU
imathieu@lesoleil.com

■ Dans 20 ans, les magasins à grande surface de Québec seront sur le déclin. La population, vieillissante, aura commencé à les boudier et les bâtiments eux-mêmes donneront des signes de faiblesse. Si, bien sûr, les grandes chaînes n'ont pas déserté d'ici là.

Le phénomène des Wal-Mart a beau faire énormément jaser, à peu près tout le monde tombe d'accord pour dire que les mégamagasins sont une mode passagère.

« Avec une population vieillissante, ça va être moins attirant, estime Patrick Simard, ex-président des chambres de commerce de Beauport et de

Québec. Est-ce que les personnes plus âgées vont avoir le goût de se retrouver dans des grands espaces, à marcher entre les magasins sur des trottoirs enneigés ? »

Et si la clientèle ne suit plus, les grandes chaînes vont bien sûr mettre les voiles vers des marchés plus rentables. « Pour les promoteurs, ce n'est pas compliqué: on rase et on recommence, dit David Duval, du service de l'aménagement du territoire de la Ville de Québec, citant le cas du défunt magasin IKEA. Ce qui a le plus de valeur, c'est évidemment le terrain. »

De toute façon, les magasins-entrepôts n'ont pas été conçus ni bâtis pour avoir une très grande longévité. « À la base, ce n'est pas prévu pour durer plusieurs décennies, fait remarquer Bernard Auger, directeur du développement économique à la Ville de Québec. Avec le vieillissement de la population, d'ici 10 ou 15 ans ça va déjà être passé. »

La conseillère municipale Odile Roy, elle-même architecte, est convaincue que les magasins-entrepôts vont mal vieillir parce qu'ils sont mal cons-

truits. « C'est construit pour 20 ans, note-t-elle. Ils savaient que les mouvements de consommateurs feraient qu'on passerait à autre chose après. »

Ce « autre chose », c'est peut-être le *lifestyle center*, une formule déjà très populaire aux États-Unis. « Dans le *lifestyle*, les promoteurs essaient de recréer un quartier, une artère commerciale en banlieue, explique Jean-François Grenier, du groupe de recherche en marketing GéoCom. C'est situé sur le bord d'une autoroute, mais il y a une architecture plus recherchée que dans les *power centers*. »

Au Québec, un *lifestyle center* pourrait regrouper, par exemple, un Renaud-Bray, un magasin de sport Atmosphère, un cinéma, des cafés.

Les promoteurs immobiliers Geneviève Marcon et Jean Campeau développaient la rue Saint-Joseph au moment où les *power centers* émergent. Ils ont laissé passer le train et en sont bien heureux. « Ça ne me disait absolument rien ce genre de développement, confie Geneviève Marcon. Dans 10 ans, c'est nous autres qui va avoir eu raison. À moyen terme, ça fait du développement plus durable. »

La promotrice immobilière est en effet certaine que les gens vont retrouver le plaisir de magasiner et vont adhérer au magasinage sur rue. « On n'a pas le succès instantané des *power centers*, mais l'achalandage s'est déjà accru sur Saint-Joseph », fait-elle remarquer.



La promotrice immobilière Geneviève Marcon est certaine que les gens vont retrouver le plaisir de magasiner et vont adhérer au magasinage sur rue.

ARCHIVES LE SOLEIL



Les mégamagasins sont une mode passagère, disent des observateurs.

LE SOLEIL, ERICK LABRE

Gilles Marcoux, président du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales, est convaincu que les commerces de quartier ont un meilleur avenir que les grandes surfaces. « En vieillissant, est-ce qu'on va avoir encore besoin de la caisse de papier de toilette ? demande M. Marcoux. Aussi, les jeunes d'aujourd'hui sont plus sensibles à la consommation équitable que ne l'étaient les *baby-boomers*. Et ils vont trouver davantage ces produits dans les commerces indépendants. »

Gilles Marcoux craint déjà les dommages de l'étalement commercial, héritage des grandes surfaces. « Ce sont des poutres de béton recouvertes d'aluminium, c'est bâti pour être rasable dans 10 ans. Mais les villes auront déjà payé pour l'aqueduc, le transport en commun, dit-il. On va faire quoi avec ces secteurs-là ? »

GÉANTS

Suite de la D 1

Avides d'attirer des grandes surfaces — avec les rentrées fiscales qui viennent avec —, les anciennes villes n'ont pas hésité à les laisser se construire dans des zones humides, boisées, où le sol n'était pas toujours propice à ce type de développement.

Selon les études faites à l'époque, les constructions étaient fiscalement rentables pour les villes, mais aucun bilan n'a été fait récemment. De plus, ajoute Odile Roy, avant de parler de rentabilité, il faudrait calculer les coûts supplémentaires pour amener le transport en commun à Gaudarville, à Beauport, à Lebourgneuf, de même que les frais pour revampé des quartiers désertés.



La conseillère Odile Roy

Le sud de Beauport, surtout le carrefour de l'avenue d'Estimauville et du boulevard Sainte-Anne, a l'air d'une zone sinistrée, avec les carcasses de Canadian Tire et de Woolco entourées de terrains vacants.

Et ne cherchez pas la caisse populaire ou la bibliothèque dans le centre-ville de Beauport; ils sont au nord de l'autoroute de la Capitale, près du Wal-Mart.

Les autres *power centers* ont certainement moins causé de dommages sur leur environnement immédiat, estime Odile Roy. Mais la hausse de la circulation automobile près des grandes surfaces oblige la Ville à élargir le boulevard des Gradins. Et l'imperméabilisation du sol à Gaudarville crée une forte pression sur la rivière Cap-Rouge.

RÉGLEMENTATION

Mieux vaut tard que jamais, la Ville de Québec a adopté il y a quelques mois une réglementation sur les grandes surfaces qui les oblige à s'établir dans les *power centers* existants ou sur les terrains des centres commerciaux.

La Ville a adopté une réglementation qui oblige les grandes surfaces à s'établir dans les «power centers» existants

Sans l'arrivée des grandes surfaces, les *power centers* ne seraient bien sûr pas restés en friche éternellement. « Il y avait déjà des projets de centres commerciaux dans le secteur Clémentine dans les années 70, rappelle Bernard Auger, qui était responsable du développement économique à Beauport. Il se serait développé une structure commerciale. »

Tout ce que la Ville compte d'urbanistes grimace aujourd'hui en lognant ces quartiers de grosses boîtes, antivol diront certains. « On a tellement travaillé pour qu'ils s'intègrent mieux à la ville, soupire Denis Jean, du service de l'aménagement du territoire de la Ville, autrefois à Sainte-Foy. On demandait que les énémas de Duplessis soient beaucoup plus près de la rue, avec des stationnements à l'arrière. Mais vous voyez comment ça a tourné... »

Qu'en pensent les candidats à la mairie?

LE SOLEIL a demandé aux principaux candidats à la mairie de Québec ce qu'ils pensaient des magasins à grande surface, de leur impact sur l'économie de la ville et sur l'aménagement du territoire. Si Ann Bourget, Claude Larose et Paul Shoiry, résidents des quartiers centraux, veulent encadrer les Wal-Mart de ce monde, les « gars de banlieue » Hugo Lépine et Régis Labeaume plaident davantage pour le libre développement. Marc Bellemare n'a pas retourné notre appel.



ARCHIVES LE SOLEIL

Ann Bourget

« La Ville doit toujours résister à la tentation de céder à toutes les demandes des grandes surfaces. À Beauport, on a fait crever le sud pour développer le nord et on paye aujourd'hui pour entretenir les deux secteurs. On pourrait demander aux promoteurs des grandes surfaces de faire des projets mixtes, d'ajouter du résidentiel pour que ça ressemble davantage à une réelle urbanisation qu'au jeu *Sim City*. »



ARCHIVES LE SOLEIL

Claude Larose

« On ne peut pas contrer cette tendance nord-américaine, mais il faut éviter que de telles grandes surfaces aillent à la limite de la périphérie et nous obligent à mettre des infrastructures urbaines en plus de venir contre-carrer l'aménagement. Mais on pourrait revaloriser et même sauver certains centres commerciaux, comme Place Fleur-de-Lys, qui a beaucoup de locaux vacants, si on favorisait l'implantation de grandes surfaces sur ce qui est actuellement du stationnement. Mais beaucoup d'artères locales, comme la rue Racine, ne pourraient survivre à l'arrivée chez eux d'une grande surface. »



ARCHIVES LE SOLEIL

Régis Labeaume

« En termes d'étalement urbain, des gens peuvent ne pas être d'accord avec ça, les grandes surfaces, mais je ne vois pas beaucoup de gens de la banlieue qui se plaignent de Wal-Mart et des *power centers*. On ne peut pas être coercitif ! Cela dit, il faut meubler les *power centers* actuels avant d'aller s'établir ailleurs. Ça ne donne rien de trop "s'éjarrer", mais c'est la population qui décide si elle veut aller chez Wal-Mart. »



ARCHIVES LE SOLEIL

Paul Shoiry

« On a assez de grandes surfaces. L'objectif n'est pas de les éliminer, il faut respecter la clientèle, mais il ne faut pas en développer d'autres. Il ne faut pas oublier qu'il n'y aura pas de hausse démographique. Il faut plutôt mettre en valeur les centres urbains déjà desservis, comme la rue Myrand, la rue Racine. »



ARCHIVES LE SOLEIL

Hugo Lépine

« J'ai plutôt tendance à voir ça sous un angle très positif. Sur le plan économique, je ne suis pas sûr que l'économie régionale a été perdante. Le consommateur, lui, en sort gagnant, il a une formule adaptée à son rythme de vie d'aujourd'hui, plus rapide. Il faut garder une certaine ouverture, ne pas empêcher le développement de nouveaux supercentres dans la mesure où ça respecte le schéma d'aménagement. Il est possible qu'un jour, il y ait une autre tendance: une proportion de gens ne détestent pas l'idée de revenir magasiner en ville, comme sur la rue Saint-Joseph. »

Des Colombiens à la rescousse de Sainte-Clotilde!

La municipalité beauceronne a vu sa population grimper de 10% grâce à l'immigration

■ **SAINTE-CLOTILDE** — Menacée il y a un an ou deux de perdre définitivement son école faute d'élèves et de connaître un déclin de sa population, la municipalité de Sainte-Clotilde de Beauce vient en six mois de voir bondir sa population de 10% grâce à l'arrivée d'une dizaine de familles d'immigrants colombiens.

Le maire de ce village « d'irréductibles » est M. Jacques Lussier, un ancien doyen de la faculté des sciences de l'administration à l'Université Laval. Cet élu a fait le pari de recruter des familles et de maintenir l'école ouverte. Le nouveau défi qu'il entend relever avec l'équipe qui l'entoure: réussir l'intégration de la cinquantaine de nouveaux arrivants, dont plusieurs familles de la Colombie.



Luce Dallaire

Collaboration spéciale

« Nous vous attendions depuis 10 ans », a dit le maire Lussier aux familles colombiennes réunies récemment dans le sous-sol de l'église paroissiale pour casser la croûte et recevoir leur carnet d'accueil, en toute convivialité. Le maire d'une municipalité de maintenant 630 personnes affichait un large sourire lorsqu'un jeune papa a présenté Kelly, l'avant-dernière d'une famille de cinq *bambinos*.

Après l'effusion des « *buenos dias* » et le « *désemmouillage* » par cette soirée de tempête de neige, les gamins rient, courent et jouent. Sans l'ombre d'un doute, ils sont intégrés au milieu. Ils s'y plaisent.

La moyenne d'âge des adultes oscille autour de 35 ans. Au Canada depuis plus d'un an et demi, ils sont des immigrants reçus. Ils étaient dans la région de Sherbrooke avant d'être invités en Beauce pour s'y établir. « En Colombie, certains d'entre eux étaient des propriétaires terriens, raconte le maire. Certains sont partis à minuit moins cinq avec leur famille pour fuir le cartel de la drogue après avoir refusé de cultiver du pavot ou du coca. D'autres craignaient la guérilla. Leur vie et celle de leurs enfants était véritablement en danger. »

« Nous, les latinos, disent Orlando et Jose, nous avons un très grand sens de la famille. Nous sommes sociables, chaleureux. L'entraide et l'amitié font partie de nos valeurs. Ici, en parlant de la région, poursuivent-ils, nous sommes très bien. Les gens sont aimables. Il y a beaucoup à apprendre. La langue est plus facile à parler qu'à écrire, mais ça va. Nous ne sommes pas habitués à des températures de -25. Plus important, nous sommes des gens fiers et nous n'avons pas peur de travailler. »

Si, d'un côté, les résidents de Sainte-Clotilde tiennent mordicus à « sauver leur village », les immigrants colombiens, eux, cherchent un emploi stable pour gagner leur vie.

VILLAGE SAUVÉ, TRAVAIL DÉNICHIÉ !

Mariage entre Colombiens et Beaucerons qui a vite fait « des petits » et beaucoup d'heureux ou d'un second « miracle beauceron » amalgamé de latino-américains, peu importe comment on identifie le phénomène.

La venue de Victoria, Catherina, Francesco, Andres Felipe, Octavio, Edouardo et de leur famille ne tient pas du hasard. La résonance de ces noms espagnols, l'utilisation de cette langue peu coutumière au royaume de l'érable, la présence de ces teints basanés, de ces regards vifs donne à tous, immigrants et résidents de Sainte-Clotilde, de nouveaux espoirs. Elle suggère indéniablement son lot de défis.

En 2002, Sainte-Clotilde a fait la manchette avec la fermeture annoncée de l'école primaire. Il n'y avait alors que 48 enfants pour fréquenter l'école du village. Selon les règles édictées par la commission scolaire de l'Amiante, la barre des 50 devait être respectée. En conséquence, pendant un an, ces jeunes ont voyagé en autobus pour aller étudier à East-Broughton. À ce moment-là, près de 400 petites écoles étaient aussi menacées de fermer.

Avec l'arrivée des enfants colombiens, une douzaine de jeunes ont gonflé les rangs au primaire. Autant au niveau secondaire. Une entente a été ratifiée et l'école a rouvert ses portes dans ce village exceptionnellement dynamique.

Il y a 10 ans, se souvient le maire, les représentants des 19 organismes du village se sont pris en main. Ils ont planifié. Un comité de développement a été créé avec l'objectif premier de « garder les jeunes », de trouver de nouveaux arrivants. Pour financer leurs activités, les bénévoles voient, lors de la tenue du Woodstock en Beauce, aux douches, aux vidanges et à la surveillance. Ils amassent près de 20 000 \$ et bénéficient d'une marge de manœuvre pour poursuivre leurs actions. Empreint de la même vision, un comité de promotion industrielle a été implanté.

Tant et si bien qu'au village, pour une population active de 250 travailleurs, il y a 850 emplois répartis dans des entreprises dont ADS Beauce Composites, René Matériaux Composites ou Composites. Plein emploi à Sainte-Clotilde, terre d'asile fertile pour l'embauche.

OÙ ALLER RECRUTER ?

Un jour, une conseillère municipale et ex-enseignante, M^{me} Paulette Pomerleau, assiste à une conférence donnée par M^{me} Eva Lopez, elle-même colombienne d'origine et fondatrice d'ICI, un organisme dédié à l'intégration communautaire des immigrants en milieu rural.

« La rencontre déterminante a lieu en avril 2004. Aussitôt dit, aussitôt fait, reprend le maire. Eva, qui connaît très bien la filière colombienne, a effectué les contacts. Elle a invité les familles à visiter la région. À l'été, ils ont déposé leur *curriculum vitae*. Les employeurs leur ont offert de l'emploi. Ils ont déménagé et, bien qu'ils doivent s'entasser, nous sommes parvenus à les loger temporairement. »

Convaincus du bien-fondé de ce maillage interculturel, M^{me} Eva Lopez et le maire Lussier tiennent compte de cette réalité où les conditions du succès restent à inventer. M^{me} Lopez, qui a rencontré l'amour de sa vie et l'a accompagné au Québec, salue et admire le courage de ces immigrants venus ici contraints par d'autres motifs.

« Il y a parmi eux des administrateurs, un juge, un directeur d'école, un ingénieur, une assistante-comptable. Leurs compétences ne sont pas reconnues ici. Néanmoins, ils travaillent en usine et se font de nouvelles racines. »

Son intime conviction est à l'effet qu'un travail journalier stable permettra à chacun d'assurer le bien-être de sa famille. « Ils pourront s'établir, se tailler une place, puis être reconnus pour leurs propres talents, ajoute-t-elle. Ils vont s'engager et réussir. J'en suis convaincue. Je sais que ça marchera », affirme M^{me} Lopez, convaincante. « Nous ferons tout pour que ça marche », insiste le maire Lussier.



Les familles colombiennes se sont réunies récemment pour casser la croûte et recevoir leur carnet d'accueil.

Une petite Révolution tranquille

Le visage de Sainte-Clotilde se transforme

SAINTE-CLOTILDE — Avec l'arrivée des nouveaux immigrants colombiens, Sainte-Clotilde de Beauce se métamorphose et vit une deuxième Révolution tranquille. Petite ou grande séduction, ce village veut vivre et peut-être proposer un modèle.

Le défi est double pour les initiateurs de ce mouvement : fournir du travail aux chefs d'une dizaine de familles colombiennes venues en Beauce, et assurer la survie du village. Un triumvirat, parmi lequel se retrouve le maire Jacques Lussier, veut tout mettre en œuvre pour que l'initiative atteigne ses objectifs et que l'intégration communautaire se réalise.

« Je rêve de voir les familles s'enraciner. Je sais, l'adaptation n'est pas toujours facile. Chacun va à son rythme, dit M^{me} Eva Lopez, aussi membre de ce trio. Un respect mutuel s'installe. S'apprivoiser se fera pas à pas, en douceur, à l'écoute des autres. »

La motivation qui anime l'ancien doyen des sciences de l'administration de l'Université Laval, beauceron d'adoption devenu maire par vocation, M. Jacques Lussier, va dans le même sens.

« Le milieu de vie qu'est Sainte-Clotilde est captivant, à dimension humaine. Les gens sont authentiques, stimulants et reconnaissants. Pareil défi me séduit. J'applique la théorie de ma discipline tout en occupant ma retraite. Ce n'est pas toujours évident de tout attacher, mais passionnant d'essayer. »

Malgré son cachet unique, Sainte-Clotilde se transforme. Le leitmotiv du village : « Plein emploi, pleine nature ». Depuis peu, la municipalité vit à l'heure du français, de l'espagnol et de l'anglais. Rien de moins !

« À Noël, les enfants ont présenté un spectacle en trois langues. Très émouvant, dit le maire. Entre la fin des cours des enfants et la fin du quart de travail des parents, explique-t-il, nous offrons un service de garde. La classe se fait en français, la garderie en anglais, puis le soir, en famille, c'est l'espagnol. »

S'il y a un soupçon de racisme dans la cour de l'école, Eva Lopez se pointe. L'accès est crevé. Tout rentre dans l'ordre. Projet de parrainage de famille à famille pour tisser des liens plus serrés, fonder une coopérative pour que les femmes confectionnent des vêtements colombiens... ça se parle. Il est question de garderie, d'activités de loisir, de plein air.

AJUSTEMENTS AU TRAVAIL

Le directeur des ressources humaines de René Matériaux Composites, M. Marco Vachon, avoue que le recueil des politiques et opérations a été traduit, et ce, avec l'aide du ministère de l'Immigration.

« Il ne manque que les cours de francisation en entreprise », note-t-il. Et ces cours, il les attend impatiemment.

« Nous devons contrer le problème de la pénurie de main-d'œuvre, poursuit le directeur. Nous avons 120 employés à Sainte-Clotilde, 240 à Saint-Éphrem. Aujourd'hui, 10% de nos travailleurs sont des immigrants. Tout le monde est traité sur le même pied. Nous investissons en formation et nous sommes très satisfaits. Le taux de roulement du personnel chez René Matériaux Composites est de 1% chez les immigrants contre 4% pour les gens de la région. »

Francesco a été le premier immigrant à mettre le pied dans l'usine de fibre de verre. « Le préjugé à l'effet que les immigrants « *volent des jobs* » est faux, soutient M. Vachon. Nous venons de faire paraître des offres d'emploi. Nous manquons de personnel pour réaliser nos projets », affirme le directeur.

« À ce jour, un immigrant a quitté faute de pouvoir s'habituer à la senteur de la matière première, un autre ne s'est pas adapté à la campagne. Mais ça, c'est dans la normale des choses », admet le maire Lussier.

Petite ou grande séduction, certains citoyens se demandent



Eva Lopez, Colombienne d'origine et fondatrice d'ICI, est entourée de la conseillère municipale Paulette Pomerleau et du maire de Sainte-Clotilde, Jacques Lussier.

si ces efforts maintiendront les nouveaux venus à Sainte-Clotilde. Le maire Jacques Lussier tient le pari que oui.

« Mais ce pari, dit-il, se fait, se défait et se refait chaque jour. Il nous faut, avant le printemps, trouver le moyen de permettre à ces familles de s'établir. »

Le maire a contacté la Société d'habitation du Québec pour chercher un support quelconque.

« Les immigrants ne veulent pas de HLM, ni être sur le bien-être social ou sur le chômage. Ils veulent travailler, gagner leur vie, retrouver leur dignité, payer leur loyer, avoir un lopin de terre, être propriétaires. Si nous n'avons rien à leur proposer, nous ne les retiendrons pas. Malheureusement, déplore M. Lussier, les programmes gouvernementaux sont écrits par les gens des villes pour les gens des villes. L'aide de Québec serait pourtant la bienvenue. « Ce Québec en forte décroissance démographique ne peut-il donc pas être partenaire ? »

UN MAIRE « UN PEU DÉLINQUANT »

À en croire le conseiller au développement régional de la direction générale de Québec-Chaudière-Appalaches à l'Immigration, M. Serge Kablan, qui pourtant s'intéresse à l'initiative menée à Sainte-Clotilde, « tout est à bâtir » en ce qui a trait à la concertation entre l'Immigration, le Développement régional, Emploi-Québec et la Société d'habitation.

« Un maire doit être un peu délinquant pour faire avancer les choses, rétorque Jacques Lussier. Pas question de se fier sur les autres. » M. Lussier fonce et dépose un projet domiciliaire. Il y a quelques jours, le maire a rencontré les Colombiens et leur a suggéré un projet « privé ». Projet valable pour les immigrants, projet valable pour tout nouvel arrivant. Une *casa* d'environ 75 000 \$, avec paiements de 500 \$ étalés sur une période de 25 ans. Lui faut-il obtenir le support de la caisse populaire du Royaume de l'érable ? elle mérite réflexion.

Toutes ces initiatives, linguistiques, immobilières, communautaires, au travail, à l'école et ailleurs, font partie intégrante d'une deuxième révolution tranquille, celle que vit tout Sainte-Clotilde.

Les immigrants disent « *se lo agradezco de todo corazón* » pour l'accueil et l'emploi trouvé.

Le maire Lussier reprend l'expression « je vous remercie du fond du cœur »... d'être chez nous, chez vous !



L'arrivée de 12 jeunes a permis à l'école primaire du village de rouvrir ses portes.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Un cabinet plus solide



Pierre-Paul Noreau

PPNoreau@lesoleil.com

Jean Charest a finalement pris le taureau par les cornes. L'opération grand ménage de son cabinet aurait dû être faite depuis un moment. Le gouvernement libéral n'allait nulle part et un geste significatif devait être posé. À quelques jours seulement de la mi-mandat, l'important brassage de cartes auquel le premier ministre s'est livré devrait avoir des retombées positives autant pour son équipe que pour les Québécois. Il le sera autant par la réorganisation des tâches que par le choix des individus chargés de s'en acquitter.

Le grand jeu de chaises musicales permet notamment de régler un problème fondamental qui minait l'action de l'ensemble du cabinet libéral, soit la lutte intestine de pouvoir entre le chef et son ministre des Finances, Yves Séguin.

Le député d'Outremont n'a jamais été et ne sera jamais un joueur d'équipe. Imprévisible et entêté, il forçait le navire libéral à voguer à vue et l'exposait à heurter un écueil à tout moment. Ce n'est pas par hasard que le premier ministre a insisté hier dans son discours de présentation sur la discipline, la cohérence et la solidarité dans l'action qui caractériseront dorénavant le travail des siens.

Il y aura un prix à payer pour le départ d'une des figures les plus populaires de ce cabinet mal aimé. Des électeurs reprocheront assurément à M. Charest d'avoir viré cavalièrement un des rares hommes politiques à avoir conservé son franc-parler malgré son accès à la limousine ministérielle. Mais, en refusant toute autre assignation que celle des Finances, le député d'Outremont affiche clairement sa haute estime de lui-même qui prévaut, à l'évidence, sur son sens du devoir et sur son esprit d'équipe.

Le premier ministre est cependant loin d'être lui-même exempt de tout blâme pour les malheurs des siens. Il fait d'ailleurs son *mea culpa* en créant le comité des priorités et en choisissant Jacques Dupuis comme vice-premier ministre. Le nouvel homme fort du cabinet fera taire les critiques à l'interne dénonçant la trop forte influence du petit cercle des conseillers de Jean Charest sur le premier ministre. Sur le plan de l'action gouvernementale, le nouveau numéro deux deviendra la garantie d'un suivi, sinon d'un progrès sur les dossiers majeurs.

Autre élément significatif du nouveau partage des responsabilités, l'entrée en scène de Jean-Marc Fournier à l'Éducation. Elle permet de croire à la fin d'un gênant cafoillage sur cet enjeu stratégique pour le Québec. L'ancien titulaire des Affaires municipales a relevé avec brio le défi complexe des fusions municipales. Il part avec un préjugé favorable.

Les autres piliers du cabinet, soit les Monique Jérôme-Forget (Conseil du Trésor), Michel Audet (Finances), Philippe Couillard (Santé), Claude Bécharde (Développement économique), Michel Després (Transports), Thomas Mulcair (Développement durable) et Nathalie Normandeau (Affaires municipales et Régions) ont également plus ou moins déjà fait leurs preuves. Ils devraient permettre au gouvernement d'avoir droit à une deuxième chance avant le rendez-vous électoral.

Il y a cependant encore beaucoup de boulot avant que l'équipe libérale ne puisse prétendre avoir livré la marchandise. L'appareil étatique est loin d'avoir été transformé ou allégé pour ne répondre qu'aux missions essentielles de l'État. L'arrimage entre développement économique, innovation et développement durable relève toujours bien plus du vœu pieu que de la réorientation tangible de l'activité gouvernementale. L'évaluation est la même en ce qui concerne la décentralisation des outils qui devrait permettre aux régions de prendre en main leur avenir.

La nomination de Michel Després à titre de ministre responsable de la région de la Capitale nationale sera enfin bien accueillie par le milieu. Elle ne fait cependant pas oublier le peu de poids accordé à Québec dans les rangs ministériels.



CHRONIQUE

Garder le cap

Le remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre Jean Charest est d'une telle ampleur que c'est un peu comme si les libéraux, presque à mi-mandat, décidaient en quelque sorte de repartir à zéro.

Le geste était nécessaire pour un gouvernement qui, en raison de ses erreurs, de l'opposition que ses réformes provoquent en certains milieux, de son absence de cohérence, est profondément impopulaire. Il fallait, d'une façon ou d'une autre, donner un grand coup. Jean Charest l'a fait de façon spectaculaire avec un remaniement dont l'ampleur a pris tout le monde par surprise et a dépassé tout ce qu'avait pu imaginer la machine à rumeurs.

Le pari est énorme. Et il n'est pas gagné à l'avance. À moins de sombrer dans la pensée magique, un gouvernement ne se réinvente pas. Le nouveau cabinet est composé, en gros, des mêmes gens qu'avant, il est dirigé par le même premier ministre et il est au service du même projet. Si l'opération se limite à un vaste jeu de chaises musicales, le fait de changer de place des hommes et des femmes ne donnera pas grand-chose. Un remaniement n'a de sens que s'il est au service d'un projet.

Ce qui était le plus important dans l'annonce d'hier, c'était donc moins de savoir qui se retrouverait où que quels objectifs les membres du cabinet seraient appelés à atteindre. À cet égard, les signaux semblent prometteurs.

Tout d'abord, le fait que Jean Charest ait clairement annoncé, dans sa présentation, qu'il avait l'intention de maintenir

son plan de match. « Nous avons des convictions comme gouvernement et de grandes ambitions pour le Québec. Nous aurons dans la poursuite de notre mandat de l'audace pour affirmer nos convictions et de la détermination pour réaliser nos ambitions », a-t-il déclaré. Le message est clair. Bravo.

Par ailleurs, la création d'un comité des priorités est un bon signal. Cela atténuera les tensions entre les membres du cabinet et un bureau du premier ministre très centralisateur. Cela facilitera une démarche plus collégiale, mais aussi cela permettra au gouvernement de bien cibler son action et de retrouver la cohérence dont il a besoin.

Le remaniement lui-même envoie également de bons messages. À commencer par ce qui a le plus retenu l'attention, soit le départ du ministre des Finances Yves Séguin, qui a refusé une mutation à la Justice, ce qui, dans les faits, revenait à un congédiement.

Malgré le respect que j'ai pour la compétence d'Yves Séguin, malgré le côté attachant de cet homme créatif et passionné, malgré sa popularité, c'était la chose à faire. C'était, dès le départ, une erreur pour Jean Charest de recruter Yves Séguin comme candidat-vedette, en raison de son côté franc-tireur et de son individualisme, qui ne le prédispose pas au travail d'équipe. Et c'était une erreur pour M. Séguin d'accepter de participer à un projet politique qui, à sa face même, cadrait difficilement avec ses convictions.

Il en a résulté une situation malsaine où le ministre des Finances multipliait les

critiques à l'égard de son premier ministre, ce qui n'est pas acceptable, et où il avait du mal à se soumettre aux orientations et aux priorités du gouvernement, sur la façon de se comporter envers Ottawa, sur les réductions d'impôt, sur l'action sociale. Ce n'est pas normal. L'ex-ministre, dans sa conférence de presse d'hier, en évoquant lui-même les nombreux désaccords avec son chef, a en fait donné raison au premier ministre.

Le fait que M. Séguin se soit vu en quelque sorte comme la conscience de gauche de son gouvernement montrait également que sa nomination aux Finances relevait d'une mauvaise distribution des rôles.

Son remplacement par Michel Audet est, à cet égard, à l'image de ce remaniement. M. Audet est certainement moins médiatique que son prédécesseur, mais cet homme compétent, longtemps sous-ministre, sera capable d'arrimer les grands axes du budget aux priorités gouvernementales et capable de prendre le relais si peu de temps avant le dépôt du budget.

Ce qui se dégage de plusieurs nominations, par exemple Nathalie Normandeau aux Affaires municipales, Claude Bécharde au Développement économique, Jean-Marc Fournier à l'Éducation, c'est un cabinet moins flamboyant, mais plus solide et plus fiable.

Certains analystes estimaient, hier, que ce remaniement ne mènera nulle part si on ne change pas aussi les politiques qui sont à la source de l'impopularité du gouvernement Charest. Je crois exactement le contraire. Le meilleur chemin qui s'offre au gouvernement Charest, c'est de maintenir le cap, de mettre en œuvre le programme pour lequel il a été élu, mais de le faire avec plus de cohérence, plus de clarté et plus de pédagogie.



Alain Dubuc

ADubuc@lesoleil.com
 Collaboration spéciale

CARREFOUR DES LECTEURS

Les qualités de Bernard Landry

(À Alain Dubuc)

C'est bien d'avoir fait monter un peu d'encens devant Bernard Landry dans votre chronique du 12 février 2005. Il a dû apprécier. En passant, je trouve qu'on souligne trop peu le travail des gouvernants. Vous notez son expérience, sa probité, sa compétence en économie, etc. Sauf qu'en vous lisant, Monsieur Dubuc, je n'arrive pas à arrimer toutes ces belles qualités aux gestes posés par notre ancien premier ministre dans plusieurs dossiers, notamment dans ceux de la Gaspésie et du CHUM.

Pourquoi M. Landry, en grand économiste qu'il est, a-t-il versé, juste avant les élections de 2003, plus de 200 millions \$ dans une entreprise vouée à la faillite à Chandler? Les gens mal intentionnés pensent toujours que c'était pour s'attirer les faveurs du copain Henri Massé et de ses travailleurs probablement en pause syndicale ce jour-là.

En second lieu, pourquoi M. Landry a-t-il empêché, neuf mois avant les élections de 2003, le dépôt du rapport sur le choix du futur site du CHUM? L'intervention du premier ministre a entraîné la démission de Claude Béland, ancien président du Mouvement Desjardins, qui présidait le groupe de travail. M. Béland

en a glissé un mot à la télévision récemment: on aimerait bien avoir la suite du roman, incluant les motivations du M. Landry et le montant de la facture.

Robert Berthiaume
 Québec

La faute du syndicat!

(À Alain Dubuc)

En lisant votre chronique sur Walmart, dois-je vous rappeler la raison d'être d'un regroupement collectif avec des règles pré-établies par des lois acceptées par tous dans un pays totalement démocratique, ce qu'on appelle un syndicat ou une association? Un jour, un copain m'arrive en sacrant après un syndicat. Son fils s'est trouvé un petit boulot dans un supermarché. Il se lève trop tôt pour qu'il y ait un autobus et se rend nettoyer l'entrée du supermarché, replacer les chariots, laver les planchers, bref toutes sortes de travaux que personne ne veut faire. Il est payé moins que le salaire minimum mais, après trois mois, il pourra accéder à un salaire minimum et à des conditions plus humaines dictées par les ententes syndicales. La veille de ses trois mois, le patron fait venir le jeune et le remercie de ses services. Et voilà mon copain qui me déclare que c'est à cause du syndicat si son fils a perdu son emploi! Après explications, il a compris à quoi sert

une association qui protège les débutants, les petits, les plus faibles. Dans votre analyse, vous laissez planer le doute sur l'honnêteté de l'organisation par la signature de cartes d'adhésion parce qu'il y avait eu rejet d'une première demande d'accréditation. Une telle pratique est prévue dans le Code du travail et elle est vérifiée par des inspecteurs pour contrer toute irrégularité.

Notre Code du travail doit être respecté par tous, y compris les multinationales américaines. Il est peut-être unique en Amérique, mais c'est le nôtre, et ce sont nos façons de faire. Vous nous qualifiez de petits en affirmant que ce n'est sûrement pas le Québec qui fera changer les pratiques des requins. D'accord, ce n'est pas la queue qui fait branler le chien, mais quand la queue est gangrenée, il n'y a souvent qu'une solution pour sauver le chien!

Pas de fierté, pas de leadership... restons petits et laissons les rusés, les sans-gêne, nous déplaçons encore une fois!

Gervais Soucy
 Neuville

Passer de huit à six arrondissements

Les médias abordaient récemment la problématique du côté des personnes actuellement en poste à la direction

générale, au service de la police de même qu'à la protection contre les incendies. Des questions se posent à ce chapitre, mais il faudrait toutefois éviter les débats sur les personnes et les concentrer sur l'organisation de la Ville dans son ensemble.

Il faut se rappeler que tant du côté du Renouveau municipal que de l'Action civique, on s'est refusé à réévaluer les décisions du comité de transition quant à l'organisation administrative de la Ville. On aurait pu confier à l'externe un mandat en réingénierie, les administrateurs en place étant, cela va de soi, en conflit d'intérêts. Une résolution sur la réingénierie a d'ailleurs été présentée en mars 2003, mais refusée par ces deux formations politiques. Il aurait été préférable de garantir, en premier lieu, un service de qualité aux citoyens. Pour ce faire, plus de personnel aurait dû œuvrer sur le terrain. On s'est plutôt attaché à protéger des postes au niveau de l'encadrement ou à en créer. Notons que la structure administrative est la même d'un arrondissement à l'autre, malgré que le nombre de citoyens à desservir est différent.

Ce qui nous amène à un autre constat, celui que les arrondissements ont bien peu de responsabilités, surtout si compare notre situation avec celle de la Ville de Montréal. La Ville de Québec a été bien timide sur sa décentralisation

et a donné peu de véritables responsabilités aux arrondissements.

Le nombre d'arrondissements pourrait être diminué à six. Cela nous donnerait une moyenne de 80 000 citoyens par arrondissement. Les frais d'encadrement diminueraient de façon substantielle. En bref, bien du travail à faire par une administration municipale plus efficace, plus pertinente, que les contribuables de la Ville de Québec se choisissent bientôt.

Henry Jenkins
 Conseiller du district Champigny
 Ville de Québec

Écrivez-nous!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale:
 Carrefour des lecteurs
 Journal LE SOLEIL
 410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
 Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
 Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

« J'exigerai de tous discipline, cohérence et solidarité dans l'action »

Jean Charest

Premier ministre du Québec

Extraits de l'allocution prononcée par le premier ministre à l'Assemblée nationale lors du remaniement ministériel

Le gouvernement que je dirige a accompli beaucoup depuis près de 22 mois. Nous enregistrons des progrès dans tous les domaines de l'action gouvernementale et l'économie se porte bien. Nous regardons l'avenir avec confiance, tout en sachant que nous avons encore beaucoup de travail à faire et que d'autres décisions difficiles sont encore devant nous. C'est dans ce cadre que j'ai procédé au redéploiement de mon équipe ministérielle.

Il en va d'un gouvernement comme de toute autre organisation. Pour atteindre les objectifs visés, il faut ajuster son équipe et imprimer un nouvel élan. Je souligne le travail acharné de tous les membres du Conseil des ministres qui depuis avril 2003 n'ont ménagé aucun effort pour faire avancer le Québec. Je leur en suis reconnaissant.

Nous faisons tous partie de la même équipe. Nous sommes tous des députés. Nous sommes tous des élus. Nous sommes tous associés à la réalisation de notre mandat qui consiste à recentrer l'État sur ses missions essentielles et à refaire de notre État un outil de développement et de prospérité. J'exigerai de tous discipline, cohérence et solidarité dans l'action.

CHANGEMENTS PROFONDS

Depuis notre élection, nous avons travaillé pour la mise en place de changements profonds dans nos façons de faire. C'est une exigence incontournable pour mieux servir les citoyens et pour relever nos défis. Plusieurs aspects de ce remaniement ministériel sont d'ailleurs inspirés des changements nécessaires à la bonne marche de l'État et à la nécessité d'innover.

Nous le savons, les changements économiques caractérisés par la concurrence et la montée des économies émergentes commandent une adaptation de nos manières de faire et un renforcement de notre capacité d'innover et d'inventer.

Nous créons ainsi le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Ce ministère renouvelé sera appelé à jouer un rôle stratégique dans l'atteinte de la prospérité au Québec.

Aujourd'hui, nous consacrons notre engagement dans le développement durable en élevant cette notion au rang de responsabilité ministérielle avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

La mission première de ce ministère sera de préserver pour l'avenir la richesse que les ressources du Québec nous ont procurée dans le passé. Nous ne devons pas hypothéquer pour le futur les bienfaits qu'il offrira à ceux qui nous suivent.

Je suis fier de faire cette annonce au moment même où entre en vigueur le Protocole de Kyoto. C'est un défi mondial que de réconcilier le développement économique et la création d'emplois avec la préservation de nos ressources et de notre environnement. Grâce à la création de ce ministère, le Québec sera aux avant-postes de l'innovation et du progrès humain. (...)

En regroupant les Affaires municipales et le Développement régional au sein d'un même ministère, nous envoyons un message clair sur notre volonté de poursuivre la démarche de décentralisation entamée et qui a attendu trop longtemps. C'est une illustration de notre ambition de renouveler le partenariat entre les régions urbaines et les régions rurales. C'est le reflet de notre détermination à munir les citoyens des régions de tous les outils nécessaires à leur plein épanouissement.

Les changements que j'annonce ont tous pour but de renforcer la cohérence de l'action gouvernementale.

C'est ainsi par exemple que nous créons un ministère des Services gouvernementaux, qui aura pour mission de piloter la poursuite de la modernisation de l'État en association avec le ministre délégué au développement du gouvernement en ligne.

Ce ministère sera notamment responsable de la mise en œuvre de Services Québec et du Centre des services administratifs.

La modernisation de l'État est un engagement fondamental de notre gou-



Jean Charest serre la main du nouveau ministre des Finances, Michel Audet, lors du remaniement ministériel.

vernement. Toujours dans cette idée de renforcer la cohésion de l'action gouvernementale, nous réunissons dans un même ministère les responsabilités de l'Éducation et du Sport et des Loisirs.

Ce regroupement répond à l'idée de l'école communautaire, un des grands consensus du Forum des générations. Il est cohérent avec le nouveau régime pédagogique, qui accorde plus de temps à l'activité physique à l'école.

Le Forum des générations avait par ailleurs révélé une volonté des Québécois de voir le gouvernement continuer à placer la famille au cœur de son action et promouvoir la participation des aînés à l'avancement du Québec. À cette fin, nous créons le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Ce ministère sera celui du mieux-être des personnes.

Pour améliorer le fonctionnement du gouvernement, nous profitons de ce remaniement pour mettre sur pied un comité des priorités dont j'assumerai la présidence. Ce comité établira la priorité des initiatives et des dossiers présentés au Conseil des ministres. Il aura également pour mandat d'inscrire ces initiatives dans la vision globale de l'action gouvernementale.

Tous les ministres ont besoin de l'appui et de la confiance de leurs collègues députés. Nous renforcerons les mécanismes internes de consultation

et d'information du Conseil des ministres et du caucus gouvernemental. Chacun de nos députés représente un pont tendu vers nos concitoyens et leur participation au processus de décision sera accrue.

En Santé, en Éducation, aux Finances, au Trésor, à la Justice, à la Solidarité sociale et à la Famille, tous au gouvernement doivent partager l'objectif de mieux servir les citoyens. Ils doivent tous mesurer cet objectif à l'aune de la capacité de payer des

« Les choix difficiles ne sont pas tous derrière nous »

contribuables du Québec. C'est le fil conducteur de notre action. C'est le point de rencontre entre la réalité et la responsabilité. Les changements que nous

proposons interpellent la société tout entière. C'est une tâche ardue et les réactions et les oppositions qu'elle provoque parfois sont peut-être le signe que la société québécoise a trop attendu pour faire ces changements. Le gouvernement du Québec est confronté à deux défis colossaux : restaurer une marge de manœuvre financière et affronter les changements démographiques. Nous l'avons affirmé clairement au début de notre mandat et nous en avons fait l'objet de 20 fo-

rum régionaux et du Forum des générations auquel ont participé les principaux leaders du Québec. Les conséquences de ces deux défis auront une influence majeure sur nos choix. (...)

Nous sommes les dépositaires de la volonté des citoyens du Québec de préserver les choix que nous avons faits par le passé : notre système de santé, notre système d'éducation, nos services de garde, nos programmes d'aide aux plus démunis.

Nous exigeons déjà des contribuables un effort financier considérable non seulement pour maintenir ces services, mais aussi pour assurer leur qualité et rémunérer les hommes et les femmes qui ont pour mission de les livrer. S'ajoutent à cela des besoins croissants en infrastructures et en services de proximité comme la sécurité.

Dans ce contexte, les choix difficiles ne sont pas tous derrière nous. Il faut persister dans l'explication claire des enjeux. Cela fait partie de votre mandat, à chacun de vous, députés et ministres. Vous êtes les porteurs du projet gouvernemental. Vous devez écouter et faire en sorte que nous puissions réussir tous ensemble. Vous êtes tous porteurs du projet du Québec. (...)

L'avenir du Québec est prometteur, très prometteur. Car je sais que nous serons capables de relever les défis que nous pose le monde actuel. (...)

RÉFLEXION

SECTEUR PUBLIC ET CONFLIT DE TRAVAIL À LA SAQ

La grève a-t-elle encore une raison d'être ?

Louis-Marie Tremblay

Professeur retraité de l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal

Une grève ou un lock-out dans le secteur public est d'une nature différente d'un pareil événement dans le secteur privé. Le récent conflit à la SAQ en fait la démonstration une fois de plus.

La grève dans le secteur privé est une épreuve de force entre deux partenaires économiques qui ne sont pas parvenus à régler des différends par une entente négociée ou autrement. Ce n'est pas une guerre à finir. Les mis en cause, tels fournisseurs et actionnaires, constituent généralement un cercle restreint. Ils peuvent néanmoins exercer une certaine pression sur les parties afin de hâter le règlement du conflit. Leur influence varie en fonction des pertes irréparables qu'ils subissent et de leur capacité à utiliser des substituts. Un règlement intervient lorsqu'un compromis satisfaisant est arrêté ou lorsque l'une des parties reconnaît son incapacité à supporter plus longtemps l'épreuve de force. Généralement peu concernée, peu intéressée et mal informée, la population ne joue qu'un rôle passif pendant la durée d'un conflit dans le secteur privé.

Dans le secteur public, le pouvoir de marchandage respectif des parties est disproportionné. Les édiles publics disposent d'une capacité de résistance économique presque illimitée; ce qui n'est pas le cas des syndicats. D'autre part, la population recherche instinctivement le meilleur rapport coût-bénéfice pour un service. Il est donc normal que tout arrêt de travail lui paraisse a priori suspect car il risque à la fois de la priver d'un bien dont elle considère avoir droit comme consommateur et de lui coûter plus cher lors du règlement comme pourvoyeur des fonds de l'état, quand ce n'est pas les deux en même temps.

Le conflit devient alors un enjeu public. Il est politisé à cause de sa nature même. Son issue reposera largement sur une bataille médiatique entre les parties afin d'obtenir l'appui ou, tout le moins, la neutralité de l'opinion publique. Le syndicat paraît désavantagé au point de départ. Le préjugé populaire est plutôt en faveur de la

partie patronale. Que ce soit fondé ou non, l'opinion la plus répandue est à l'effet que les employés du secteur public jouissent de conditions de travail avantageuses. S'ajoute une perception selon laquelle le syndicat tente de s'approprier du produit de l'assiette fiscale, au détriment des autres composantes de la société qui devront par contre en assumer le coût.

Le leadership syndical aurait tort de négliger ou de sous-estimer ces aspects conjoncturels. Une analyse réaliste de la situation ainsi qu'une grande prudence s'imposent avant de prendre la décision de lancer ses membres dans un conflit à durée indéterminée. Il lui sera demandé de prouver que la cause qui donne lieu au conflit est juste et raisonnable et que la grève constitue un recours ultime parce que tous les moyens ordinaires ont été épuisés sans succès pour espérer compter sur l'appui ou à tout le moins sur la neutralité de la population.

Il paraît évident, après coup, que le syndicat des employés de la SAQ n'a pas réussi à convaincre la population que sa cause était juste et que les moyens ordinaires avaient été épuisés. Avait-on pris pour acquis trop rapidement que les consommateurs, privés de la possibilité de renouveler leurs stocks de vin et de spiritueux, se tourneraient contre le vilain employeur? Au lieu d'expliquer le bien fondé de ses revendications, il a opté pour des déclarations faisant appel à la solidarité du public, celui là même qui se voyait privé du service. Ce dernier n'a pas répondu dans le sens souhaité pour les raisons énumérées précédemment, mais aussi parce que le mot *solidarité*, galvaudé par le syndicat des cols bleus de Montréal, a perdu sa force de ralliement pour les non syndiqués.

À part une minorité de gens qui appuyaient, par principe, par idéologie ou pour bien paraître, la majorité des consommateurs ont refusé de se sentir solidaires d'une action qui leur causait du tort, sans en avoir été prévenus et sans avoir eu un mot à dire dans la décision syndicale. Ils pouvaient se donner bonne conscience et se conforter dans leur attitude face aux invectives des piqueurs vu que le code du travail prévoit qu'un employeur a le droit de continuer à fournir des services pendant une grève avec son personnel d'encadrement. C'est ce qu'a fait la SAQ avec une relative efficacité.

Ils pouvaient enfin rationaliser encore davantage leur comportement en invoquant qu'ils n'avaient pas intérêt à causer un tort à la capa-

cité financière d'une entreprise qui leur appartient au profit de marchands de l'Ontario ou des États-Unis, même si ces derniers étaient en mesure d'offrir des substituts à meilleur coût.

Selon le modèle d'un affrontement typique du secteur privé, le syndicat avait bien choisi le moment du débrayage. Cette stratégie autorisait à prévoir un conflit de courte durée car elle maximisait le coût économique pour l'employeur. Mais elle sous-estimait la capacité de résistance de ce dernier et prenait pour acquis, à tort, l'appui des consommateurs.

Il aurait fallu que le syndicat politise le conflit par une démarche médiatique crédible. Mais cela ne s'est pas produit. Les quelques escarmouches ont tourné en faveur de l'employeur. Ce dernier a facilement convaincu la population que les conditions de travail de ses employés étaient supérieures à celles des travailleurs de secteurs d'emploi comparables et qu'il visait à rationaliser certaines de ses opérations afin d'offrir un meilleur service à ses clients. Le syndicat paraissait à court d'argument pour contrer les arguments patronaux et défendre ses propres objectifs. En particulier, le message concernant les employés à temps partiel, n'a pas passé, soit que sa transmission n'était pas bonne, soit que l'écoute publique n'y était pas.

Il est tout à l'honneur des syndiqués d'avoir tenu le fort aussi longtemps dans des conditions où ils perdaient perdants. Il faudra maintenant qu'employeur et employés fassent un effort conjoint pour passer l'éponge et travailler à cicatriser le plus rapidement possible les plaies laissées par cette grève.

Le temps est venu pour les acteurs du système de relations industrielles du secteur public de réfléchir sur les structures et les modalités de leurs rapports collectifs? A-t-on raison de continuer à se modeler sur le secteur privé, lequel est fondé sur un équilibre de pouvoir qu'un conflit ne fait pas disparaître, entraînant plutôt la fixation d'un nouveau *modus vivendi*? La grève a-t-elle encore une raison d'être, compte tenu du déséquilibre des forces en présence et du rapport coût-bénéfice tant pour l'employeur, les employés et la population? Ne devrait-on pas aussi considérer le grand public comme l'un des acteurs du système de relations industrielles?

Comme il est à la fois le financier et le consommateur des services, le grand public est mal placé pour jouer le rôle d'arbitre, même si les enjeux sont bien connus et compris. Il faut s'investir beaucoup pour comprendre les tenants et aboutissants



Le syndicat des employés de la SAQ n'a pas convaincu la population que sa cause était juste.


d'un conflit, tout en faisant abstraction de la propagande. Peu de gens sont en mesure ou veulent se prêter à cet exercice. Par contre, la population est de plus en plus consciente de son double rôle. Elle a aussi de plus en plus le sentiment d'être prise en otage et commence à en avoir assez des conflits ouverts utilisés comme des recours ordinaires et des moyens de pression qui se manifestent dès l'annonce du début d'une négociation. Elle exigera un jour que l'on civilise davantage les relations de travail dans le secteur public.

Pourrait-on innover, en élaborant des mécanismes et des balises pour la fixation des conditions de travail qui facilitent la paix industrielle tout en assurant une protection adéquate des travailleurs ainsi qu'une meilleure tranquillité d'esprit pour la population? Ce n'est pas facile, mais c'est réalisable si les deux principaux acteurs du système en ont la volonté. Ils ont intérêt à le faire avant que la population ne commence à proposer sous l'effet de l'exaspération des solutions radicales, telles l'interdiction du droit de grève dans le secteur public ou l'intervention du pouvoir politique pour imposer un règlement dans le cas d'un conflit qui perdure, ce qui serait une grave erreur en démocratie.



Louis-Marie Tremblay

L'Université Laval

au cœur de votre quotidien 

De futurs médecins sans frontières?

Une quarantaine d'étudiants de la Faculté de médecine ont effectué des stages dans 10 pays étrangers en 2004

par Yvon Larose

«**Q**uand j'ai commencé mes études de médecine, je ne pensais pas aimer la chirurgie. Mais depuis mon stage, je me vois très bien en faire. Cela m'intéresserait beaucoup.»

Karolina Chmielewska, étudiante au pré-externat en médecine, est revenue enchantée de son stage d'observation de deux mois effectué en République populaire de Chine de mai à juillet dernier. Deux autres étudiantes de médecine l'accompagnaient, soit Marie-Michèle Cliche-Fontaine et Marie-Ève Bergeron. Toutes trois avaient été affectées à l'Unité d'oncologie Bethune-Laval d'un hôpital universitaire de Changchun, une ville industrielle du nord-est du pays. Dans les années 1990, le Dr Jean Couture, un professeur retraité de la Faculté de médecine de l'Université Laval, avait participé activement à la mise sur pied d'une unité d'oncologie modèle à cet hôpital ainsi qu'à l'Université Norman-Bethune de Changchun.

Le samedi 12 février, au pavillon Ferdinand-Vandry, une quarantaine d'étudiantes et d'étudiants du pré-externat en médecine ont présenté les faits saillants de leurs stages à l'étranger en 2004. D'une durée de huit à dix semaines, ces séjours se sont déroulés à l'été ou à l'automne en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. L'encadrement était assuré par la Faculté de médecine, le Bureau international et divers partenaires.

Karolina Chmielewska a choisi la Chine parce qu'elle cherchait le dépaysement. Le caractère privé du système de santé chinois l'a quelque peu étonnée. Le matin, elle accompagnait les médecins dans la tournée de leurs patients. Elle a fait un peu de clinique externe, mais elle est surtout allée fréquemment en salle d'opération comme observatrice et elle n'a jamais posé d'actes médicaux.

Le cancer constitue une grande problématique de santé en Chine. Le cancer du poumon est particulièrement répandu, entre autres à cause de l'amour immodéré des Chinois pour la cigarette et un taux de pollution de l'air à la hausse depuis que de plus en plus de gens troquent la bicyclette pour l'automobile. «Il se fait beaucoup de chirurgies mammaires, indique Karolina Chmielewska. Les chirurgiens enlèvent tout parce qu'il coûte très cher de se faire



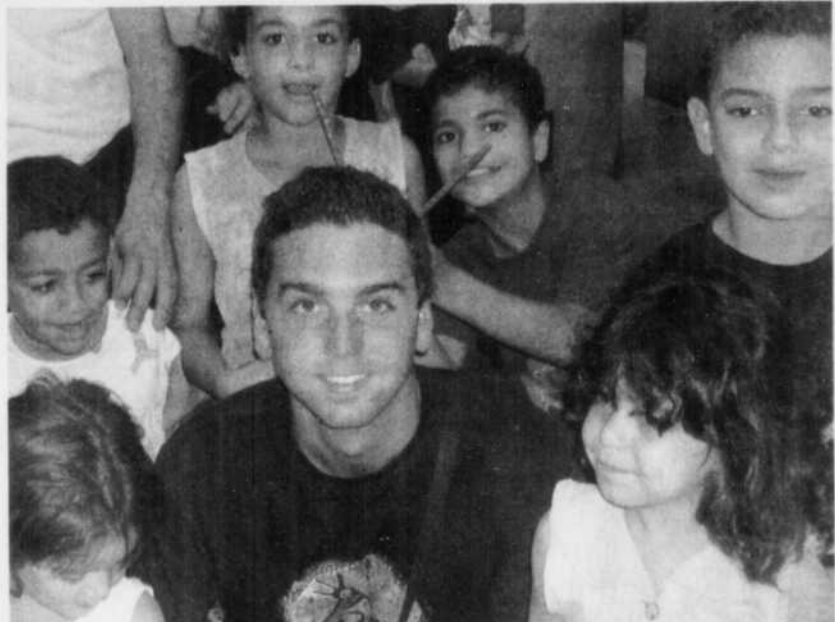
Karolina Chmielewska, portant le masque chirurgical, en compagnie d'une équipe de trois anesthésistes de l'hôpital abritant l'Unité d'oncologie Bethune-Laval à Changchun.

opérer et que les patientes ne veulent pas courir le risque de se faire opérer de nouveau quelques années plus tard.»

Une autre réalité

Frédéric Arsenault, Camille Paquette et Julie Bégin-Larouche ont choisi le Liban où ils sont arrivés à la fin du mois de juin. «Pour le dépaysement, mais aussi pour vivre une expérience de travail différente dans un système de santé privé», souligne Frédéric Arsenault. Leur premier mois de stage, les trois étudiants l'ont passé dans un petit hôpital du nord-est libanais qui dessert la communauté druze de la région. Ils accompagnaient les urgentologues et se bornaient au rôle d'observateurs. «À cet endroit, j'ai réalisé l'importance de l'aspect psychologique de la relation médecin/patient», explique Frédéric Arsenault. À défaut d'avoir les ressources techniques pour faire toutes les investigations, les médecins et les infirmières prenaient leurs patients afin de les soutenir psychologiquement.»

La deuxième partie du stage s'est déroulée à l'Hôpital universitaire américain de Beyrouth. Les étudiants étaient rattachés au Département d'anesthésie de ce qui est considéré comme le meilleur hôpital du Moyen-Orient. Ils étaient intégrés à des résidents en médecine. «Notre apprentissage comprenait des manipulations comme des intubations et des intraveineuses, et l'observation de signes vitaux, comme la tension artérielle», indique Frédéric Arsenault. Ce dernier a passé trois jours dans un camp de réfugiés palestiniens situé à quelques kilomètres de Beyrouth et dans lequel flotte «un climat d'éternel désespoir». «Ces gens ne sont pas reconnus comme Libanais ni comme Palestiniens parce qu'ils ne sont pas nés en Palestine», explique-t-il. La chose qui l'a le plus frappé au Liban est l'extrême différence qui existe entre les classes sociales pour l'accès aux soins de santé. «Celui qui ne peut se payer les soins de base est laissé à lui-même, dit-il. Au Québec, tout le monde sans aucune exception peut en profiter.»



Frédéric Arsenault entouré d'enfants vivant dans un camp de réfugiés palestiniens situé à quelques kilomètres de Beyrouth.

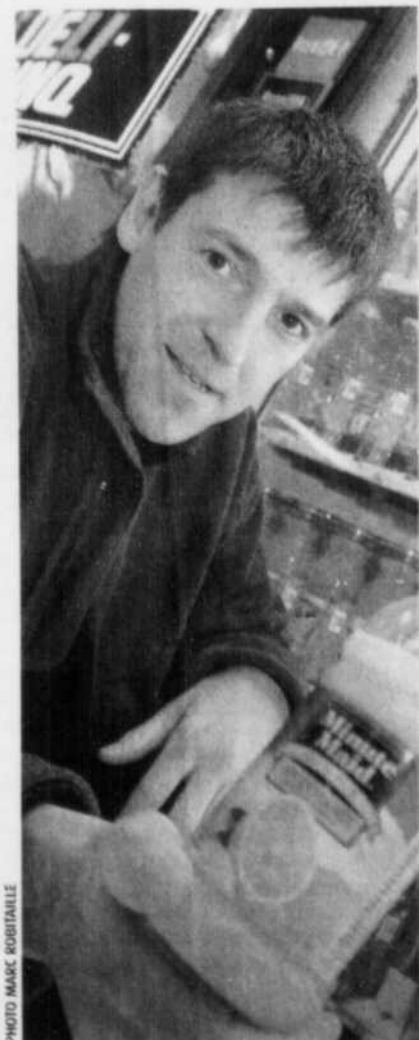
CHANGEMENT DE RÉGIME À ROCHEBELLE

La Chaire de recherche sur l'obésité aide une école secondaire à réformer ses habitudes alimentaires

par Jean Hamann

Depuis trois ans, Paul Boisvert, coordonnateur de la Chaire de recherche sur l'obésité, mène une croisade médiatique pour sensibiliser la population et les décideurs à l'épidémie d'obésité qui frappe les jeunes québécois. L'an dernier, dans une entrevue qu'il accordait à Radio-Canada sur cette question, il écorchait au passage les écoles qui, comme l'école secondaire de Rochebelle à Québec, avaient signé des ententes d'exclusivité avec des fournisseurs de boissons gazeuses, en plus d'offrir des menus de piètre qualité à leur cafétéria. Quelques jours plus tard, lorsque le directeur de Rochebelle, Guy Dumais, lui a passé un coup de fil pour lui demander de l'aide afin de remettre son établissement sur le droit chemin alimentaire, Paul Boisvert n'a eu d'autre choix que d'accepter. «C'était une occasion à saisir pour montrer que nous ne sommes pas là uniquement pour critiquer, mais aussi pour aider lorsque c'est possible.»

Cet appel a été l'élément déclencheur de ce qui pourrait peut-être annoncer le début d'un temps nouveau dans les cafétérias des écoles secondaires de la région. «La plate-forme d'intervention que nous élaborons à Rochebelle pourra servir dans toutes les autres écoles qui veulent prendre un virage santé», estime Paul Boisvert. Un groupe d'intervention de la Chaire de recherche sur l'obésité et du Centre de recherche de l'Hôpital Laval, formé de Paul Boisvert, Natalie Alméras, Hélène Venables et Marie-Ève Jalbert, a mis sur pied le «Comité Action Santé» de l'école de Rochebelle. En plus de ces spécialistes, on trouve dans ce comité le directeur de l'école, le technicien en loisir, les responsables de la cafétéria



Guy Dumais, directeur de l'école secondaire de Rochebelle, devant des distributrices de jus «santé»: «La plate-forme d'intervention que nous élaborons ici pourra servir dans toutes les autres écoles qui veulent prendre le même virage.»

(Montchâteau), l'infirmière ainsi que des représentants du comité étudiant, du conseil d'établissement et de la Commission scolaire.

Petit à petit

Le comité a entrepris de changer progressivement l'environnement alimentaire des élèves. Les boissons gazeuses ne représentent maintenant que 12 % de toutes les boissons offertes dans les distributrices, les portions jumbo ont été abolies, les croquettes de poulet sont cuites au four plutôt que frites dans l'huile, les gras trans sont éliminés, les chips qui ne sont pas cuites au four sont bannies de l'école, un comptoir à salade installé dans la cafétéria connaît un succès inespéré et, attention, les frites, qui étaient au menu quatre jours par semaine, ne le sont plus que deux jours. «On y va de façon progressive», admet Paul Boisvert.

Mais, selon lui, ce n'est pas tout de changer l'environnement alimentaire des élèves. Il faut aussi changer ce qu'ils perçoivent comme la norme si on veut changer leurs habitudes. C'est pourquoi le comité a aussi élaboré un programme d'information et de sensibilisation à la santé, comprenant notamment la production d'affiches signalétiques de la valeur nutritive des différents produits trouvés dans les distributrices. À cela s'ajoutent la présentation de débats sur des thèmes touchant la santé, la diffusion de capsules santé dans le bulletin de l'école destiné aux parents et la tenue occasionnelle de déjeuners ou dîners santé pendant lesquels l'habituel menu de la cafétéria est remplacé par des aliments sains.

Le comité a entrepris la rédaction d'une politique portant sur la santé des jeunes. Cette politique, dont pourront s'inspirer les autres écoles, guidera désormais les choix de Rochebelle non seulement en ce qui a trait à l'alimentation mais aussi à la place réservée à l'activité physique. Curieux retour des choses, l'école qui était perçue comme le mauvais garnement du réseau à la suite du contrat d'exclusivité qu'elle avait signé avec Coke pourrait bientôt devenir, grâce à sa collaboration avec les experts de l'Université, un exemple à suivre en matière de bonne alimentation.

GROS SUR LE COEUR

L'avenir est sombre pour les personnes obèses qui ont une maladie cardiovasculaire

par Jean Hamann

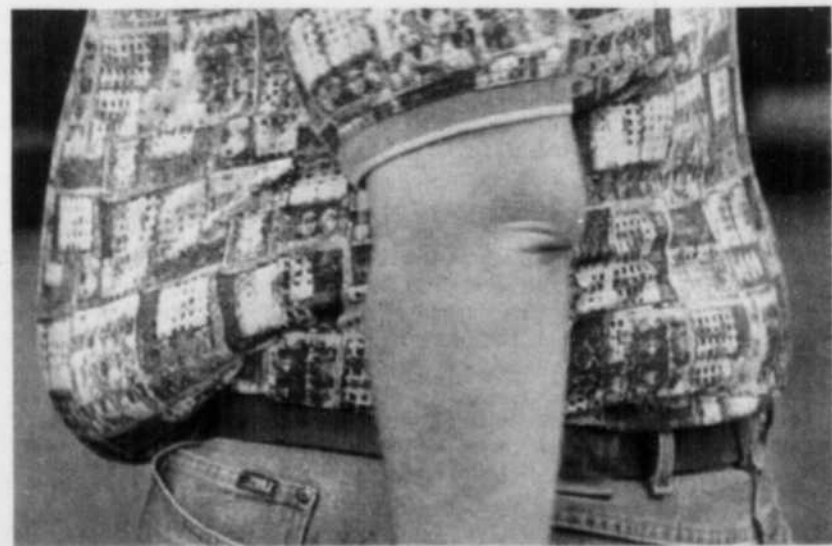
Les personnes qui sont atteintes d'une maladie cardiovasculaire et qui accusent un surplus de poids, surtout à l'abdomen, auraient tout intérêt à perdre rapidement leur embonpoint si elles tiennent à la vie. C'est la conclusion qui se dégage d'une vaste étude internationale dirigée par Gilles Dagenais, du Centre de recherche de l'Hôpital Laval et publiée dans la dernière édition de la revue scientifique *American Heart Journal*.

On savait déjà qu'une hausse de l'adiposité augmentait les risques de maladie cardiovasculaire chez les personnes en santé, mais les pronostics chez les personnes vivant avec une maladie cardiovasculaire stable n'avaient pas été clairement définis. Pour tirer la question au clair, l'équipe dirigée par Gilles Dagenais a recruté 8 800 sujets canadiens, américains, européens, mexicains, argentins et brésiliens atteints de maladies cardiovasculaires, mais dont l'état de santé était stable. Les

chercheurs ont mesuré l'indice de masse corporelle, le rapport taille/hanche et le tour de taille chez chaque sujet et ils ont classé les participants en trois groupes en fonction de leur adiposité (basse, moyenne, élevée).

Au cours des quatre années qui ont suivi, 1 614 sujets ont subi un nouvel accident cardiovasculaire et 1 034 sont décédés. Les risques de mortalité étaient respectivement 32 % et 17 % plus grands chez les sujets présentant un rapport taille/hanche élevé et un tour de taille élevé que chez ceux du groupe «bas» correspondant. Quant aux risques d'infarctus, ils étaient environ 20 % supérieurs chez les sujets du groupe adiposité élevée que chez ceux du groupe de faible adiposité, et ce, pour les trois indices considérés.

«L'obésité abdominale et, à un moindre degré, l'indice de masse corporelle aggravent les pronostics pour les personnes qui vivent avec une maladie cardiovasculaire», concluent les chercheurs. La perte de poids devrait donc être intégrée au traitement de ces patients.»



UNE RÉGION GAGNANTE

Les professeurs de Laval sont à l'origine de près de la moitié des événements scientifiques internationaux tenus au Centre des congrès de Québec

par Yvon Larose

Dans les cinq dernières années et jusqu'en 2010, l'entente de partenariat entre l'Université Laval et le Centre des congrès de Québec a permis la venue, ou la tenue à venir, à Québec, de 23 congrès d'associations internationales ou américaines ainsi que des retombées économiques évaluées à 61,6 millions de dollars. «Les efforts déployés par les membres de la communauté universitaire pour attirer les activités des associations professionnelles américaines et internationales dont ils sont membres ont contribué au développement de l'industrie des congrès dans la capitale, sans compter les retombées intellectuelles et la notoriété engendrées pour l'Université et la région», a déclaré le recteur Michel Pigeon lors de la signature d'une nouvelle entente de cinq ans, le mardi 15 février au Centre des congrès.

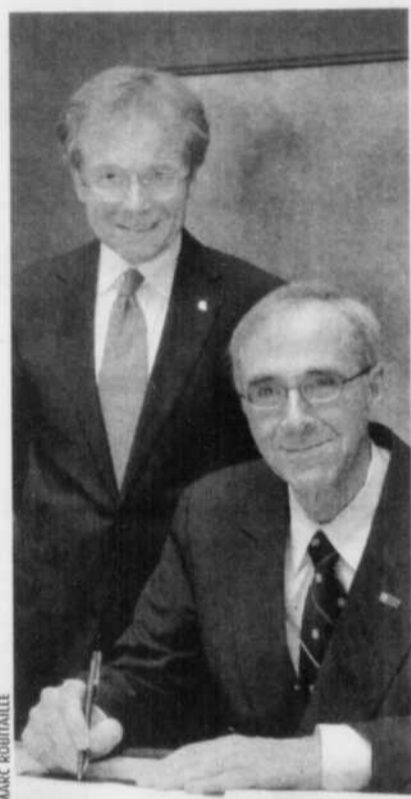
«Il est clair que d'avoir misé sur le potentiel inexploité des professeurs-chercheurs de l'Université Laval a été plus que profitable, a expliqué Claude Pinault, PDG de la Société du Centre des congrès. Ils étaient la clé de notre stratégie pour pénétrer le marché des événements provenant du segment associatif puisqu'ils sont actifs au sein de nombreuses associations, donc en mesure d'influencer concrètement le choix de la destination d'un futur événement de l'organisation concernée.»

Quarante autres congrès d'associations internationales ou américaines ont fait l'objet d'un démarchage de la part de membres de la communauté universitaire, et la moitié devrait mener à des ententes fermes. Les congrès, colloques et conférences déjà présentés ont porté sur des domaines très divers, notamment la photonique, la violence à l'école et la chirurgie endovasculaire/laparoscopique. Au nombre des événements confirmés à venir, mentionnons le 3^e Congrès mondial des infirmières et infirmiers francophones (2006, 1 500 participants), la 23^e Conférence internationale sur la pharmacopépidémiologie (2007, 1 000 participants) et le 74^e Congrès mondial sur les bibliothèques et l'information (2008, 4 000 participants).

Selon les termes de la nouvelle entente, les deux organisations travailleront de concert afin de maximiser pour l'une et l'autre les retombées des événements. Les responsables de la mise en œuvre et de l'exécution de l'entente sont la vice-rectrice au développement et aux relations internationales, Diane Lachapelle, et la directrice du marketing et des ventes, Lucie Francoeur. L'Université encouragera non seulement ses professeurs-chercheurs, mais également ses professionnels, à chercher à attirer au Centre des congrès les événements des associations professionnelles et scientifiques dont ils sont membres. De plus, elle facilitera le recours de son personnel aux services du Cercle des ambassadeurs de la région

de Québec. Le Cercle offre un accompagnement dans les étapes de présentation de la candidature, d'organisation et de promotion d'un événement associatif ou corporatif. Plus de 40 % des membres actuels du Cercle sont des professeurs de Laval. Enfin, elle privilégiera, dans la mesure du possible, la tenue, au Centre des congrès, de ses activités courantes d'envergure qu'elle pourrait tenir à l'extérieur de son campus principal.

Pour sa part, le Centre des congrès s'engage à désigner un délégué commercial pour chacun des dossiers de candidature. Cette personne accompagnera le professionnel ou le professeur-chercheur dans son démarchage. Le Centre remboursera la totalité des frais de voyage admissibles et accordera un



Le PDG de la Société du Centre des congrès, Claude Pinault, et le recteur Michel Pigeon: une entente qui a de fortes retombées économiques et de notoriété.

fonds de démarrage de 5 000 \$ au membre de la communauté universitaire qui organisera un événement international de plus de 500 participants. Le Centre accordera soit une remise sur le loyer de base du contrat de location de salles, soit une bourse destinée à un fonds de recherche de l'Université Laval. En partenariat avec l'Université, le Centre assurera la visibilité et la promotion de l'Université dans le cadre de ses activités de promotion et de publicité à l'international. Le professionnel ou le professeur-chercheur intéressé à entreprendre une activité de démarchage peut contacter un des délégués commerciaux du Centre des congrès au 649-7711, ou communiquer avec Nathalie Nault, au Cercle des ambassadeurs, au 641-6654, poste 5443.

Citrouilles et quêtes de sens

Le phénomène Harry Potter fera l'objet d'une table ronde au cours de la Journée «portes ouvertes» de la Faculté de théologie et de sciences religieuses

par Yvon Larose

Une table ronde sur le phénomène Harry Potter se tiendra le dimanche 20 février, de 13 h à 15 h, au local 1A du pavillon Charles-De Koninck, dans le cadre de la Journée «portes ouvertes» 2005 de la Faculté de théologie et de sciences religieuses. À partir d'extraits de films, trois membres de la Faculté partageront leurs réflexions sur ce phénomène littéraire et cinématographique. Robert Hurley, professeur, Alain Bouchard, chargé de cours à la Faculté et professeur de science des religions au cégep de Sainte-Foy, et Mireille Gagnon, étudiante au doctorat en sciences des religions, situeront leurs commentaires dans le contexte des quêtes de sens actuelles. Quels messages, quelles valeurs ce phénomène véhicule-t-il? Quelles interrogations suscite-t-il? À quoi une telle littérature peut-elle servir dans la vie d'un jeune? La construction d'un monde imaginaire, fait de merveilleux et de transcendance, est-elle une sortie de secours face à un monde difficile à gérer?

«Le personnage principal occupe le centre d'un univers où circulent des croyances, mais qui ne sont pas présentées comme un ensemble structuré, explique Alain Bouchard. Tout est ramené à l'individu qui adopte des croyances et des comportements et les fait siens, comme la religion «à la carte» aujourd'hui.» Dans les romans et films d'Harry Potter, les références religieuses ne sont qu'utilitaires et aucun concept de Dieu n'est véhiculé. Ces œuvres sont un peu le reflet des transformations que connaît le champ du religieux depuis quelques années. Selon Alain Bouchard, le recours à la magie n'est en fait qu'un artifice, une toile de fond pour mettre en scène le monde d'aujourd'hui, en particulier celui des jeunes. Par exemple, à l'école de sorcellerie de Poudlard, les filles sont plus studieuses et réussissent mieux que les garçons. «L'écrivaine ne fait pas la pro-



Harry Potter au cinéma: la construction d'un monde imaginaire est-elle une sortie de secours face à un monde difficile à gérer?

motion de la magie, poursuit-il. Au contraire, elle la ridiculise. Par exemple, la professeure de divination ne réussit jamais à prédire quoi que ce soit. Souvent, les autres professeurs se trompent. Et la magie se retourne contre eux parce qu'elle ne fonctionne pas toujours.»

Louis Painchaud agira à titre de modérateur lors de la table ronde. Les personnes intéressées doivent confirmer leur présence par téléphone au 656-3576 ou par courriel à ftsr@ftsrlaval.ca.

L'activité «portes ouvertes» commencera à 11 h dans le hall d'entrée du pavillon Charles-De Koninck. Elle comprendra une rencontre avec le personnel, la présentation des programmes d'études en théologie, en sciences des religions et en éthique, la présentation des groupes de recherche ainsi qu'une visite des locaux. Un léger buffet sera servi de midi à 13 h.

Pour information: 656-3576 ou www.ftsrlaval.ca.

UN NOUVEL ŒIL SUR LE COSMOS

La mise à niveau de l'observatoire de l'Université profitera aux étudiants de premier cycle et aux amateurs d'astronomie



Les étudiants de physique pourraient commencer, dès l'automne 2005, à passer des nuits à la belle étoile à l'Observatoire astronomique de Saint-Elzéar-de-Beauce pour profiter du nouvel équipement mis en place grâce au don de Jean Turmel.

par Jean Hamann

À cours des prochains mois, l'Observatoire astronomique de Saint-Elzéar-de-Beauce subira des transformations majeures qui profiteront aux étudiants de premier cycle de l'Université Laval ainsi qu'à la population de la grande région de Québec intéressée par l'astronomie. Ces importants travaux seront réalisés grâce à un don de 100 000 \$ de Jean Turmel, diplômé de l'Université Laval en sciences de l'administration et grand passionné d'astronomie. Ce don, fait dans le cadre de la campagne «De toutes les révolutions», a permis la création du Fonds Jean-et-Lorraine-Turmel en astrophysique.

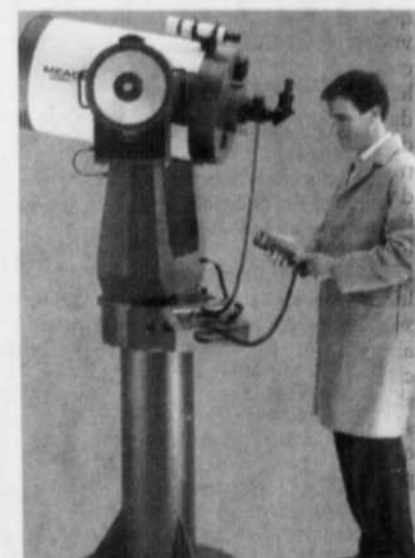
Propriété de l'Université Laval, l'Observatoire de Saint-Elzéar accusait un sérieux retard technologique puisque les instruments qu'on y trouve sont essentiellement les mêmes que lors de son ouverture officielle le 2 octobre 1971. Son vieux télescope, qui cause de sérieux maux de tête aux astrophysiciens et aux astronomes amateurs qui utilisent le site, sera remplacé par un télescope moderne de marque Meade doté d'un miroir de 16 pouces, le plus grand de type commercial disponible sur le marché. Le don de Jean Turmel permettra aussi l'acquisition d'appareils de même type que ceux dont sont équipés les observatoires de recherche, notamment un

CCD pour prendre des images de qualité et un spectrographe pour effectuer des analyses d'abondance d'éléments chimiques et de température à partir de la signature lumineuse des étoiles.

«Grâce à cet environnement d'observation, Laval sera la seule université québécoise où des étudiants de premier cycle en physique pourront effectuer des expériences pratiques en astrophysique dans le cadre de leur formation. Il n'y a rien comme l'application de ce qu'on a vu en classe pour bien comprendre», fait valoir le professeur Gilles Joncas, du Département de physique, génie physique et optique. «Les étudiants qui choisissent de poursuivre à la maîtrise en astrophysique arriveront mieux préparés dans les observatoires de recherche et ils pourront profiter au maximum du précieux temps d'observation qui leur est accordé», ajoute-t-il.

Ouvert au public

La population de la grande région de Québec pourra aussi profiter de ces améliorations puisque l'Observatoire est accessible au public. Le club Vége assure l'animation du site et des soirées d'astronomie ont lieu du mercredi au samedi, pendant la période estivale, et sur réservation le reste de l'année (voir www.quebecetel.com/macosmos). Les responsables du club Vége y présentent également un festival annuel d'astronomie qui se déroule à la mi-juillet.



C'est ce modèle de télescope de marque Meade, doté d'un miroir de 16 pouces, qui sera installé à l'observatoire de l'Université.

Le volet de la sensibilisation du public à l'astronomie pourrait prendre une tout autre tournure à Saint-Elzéar puisque l'Université songe à faire l'acquisition d'un télescope solaire pour l'Observatoire. «Ceci permettrait de recevoir des jeunes des écoles et des terrains de jeux pendant la journée et de leur proposer des observations spectaculaires du Soleil», précise Gilles Joncas.

DESTINATION CALGARY

Laval s'impose à la Compétition québécoise d'ingénierie

La délégation de la Faculté des sciences et de génie a remporté trois prix lors de la 21^e Compétition québécoise d'ingénierie qui se tenait du 27 au 30 janvier à Sherbrooke. L'événement réunissait quelque 250 étudiants en génie provenant des 11 facultés de génie du Québec. La délégation de l'Université Laval a remporté le premier prix dans la catégorie étude sociotechnique, avec la présentation d'une étude portant sur les choix énergétiques à privilégier afin de garantir la prospérité économique du Québec. L'équipe de l'Université Laval a égale-

ment raflé la première place dans la catégorie compétition senior grâce à la conception et à la réalisation d'une version réduite d'un barrage hydroélectrique. Enfin, les représentants de la Faculté se sont classés en deuxième position dans la catégorie compétition en équipe pour la réalisation d'une maquette d'un barrage hydroélectrique.

Grâce à ces excellents résultats, 10 des 16 membres de la délégation iront défendre les couleurs de l'Université Laval et représenteront le Québec lors de la Compétition canadienne d'ingénierie 2005 qui aura lieu du 3 au 6 mars à Calgary.



La délégation de la Faculté des sciences et de génie à la Compétition québécoise d'ingénierie.

DIVERTISSEMENTS

Pour le meilleur et pour le pire



Peanuts



Les Grizzlis



Ben



Dilbert



Garfield



Hagar l'horrible



Blondinette



Les Jungleries



HOROSCOPE

Samedi 19 février 2005

Bélier (21 mars au 19 avril)

Vous serez aujourd'hui susceptible de rechercher le bonheur au mauvais endroit tandis que la Lune se trouve en Cancer, au carré de votre Signe. La simplicité et les activités qui s'offriront spontanément à vous peuvent procurer davantage de satisfaction que la quête déterminée du plaisir. Il ne faudra pas nécessairement regarder très loin pour trouver exactement ce que vous désirez...

Taureau (20 avril au 20 mai)

L'entraide et la compassion sont à l'ordre du jour. Voici un bon samedi pour vous mettre au service d'autrui. N'hésitez pas à offrir votre aide aux personnes seules ou démunies. Une écoute attentive peut signifier beaucoup. En plus de vous procurer un immense sentiment de bien-être, une bonne action pourrait entraîner d'heureuses répercussions insoupçonnées.

Gémeaux (21 mai au 21 juin)

Les planètes en Poissons auront pour effet de vous inquiéter, mais vous ne devriez pas laisser un doute prendre autant de place. Si vous hésitez trop longtemps avant d'agir, c'est peut-être que votre intuition essaye de vous dire quelque chose. Questionnez-vous au sujet de votre incertitude et apportez les changements nécessaires à votre situation pour vivre en accord avec vous-même.

Cancer (22 juin au 22 juillet)

Vous avez le vent dans les voiles alors que la Lune parcourt encore votre Signe, et rien ne semble capable de pouvoir vous ralentir. Votre longueur d'avance sur vos principaux compétiteurs et adversaires est confortable. Ceci dit, il ne faudrait quand même pas vous assoir sur vos lauriers. Le maintien de vos efforts vous assurera une victoire d'autant plus éclatante.

Lion (23 juillet au 22 août)

La présence de Vénus en Verseau, face au Lion, continue de favoriser votre vie sentimentale et vos relations intimes. Voici le moment idéal pour vous rapprocher des personnes qui vous tiennent à cœur, notamment si un froid est survenu récemment. N'hésitez pas à prendre l'initiative et à lancer une invitation à quelqu'un que vous appréciez, vous n'avez rien à perdre.

Vierge (23 août au 22 septembre)

Les aspects planétaires vous aident à tirer votre épingle du jeu. Il n'est pas encore trop tard pour contacter une personne que vous avez négligée. Si vous l'abordez avec tact, elle ne vous en tiendra pas rigueur. L'ambiance d'une réunion ou d'une réception vous semblera beaucoup plus chaleureuse que vous l'avez anticipé. Acceptez les invitations qui vous seront lancées...

Balance (23 septembre au 23 octobre)

Maintenant que la Lune se situe au carré de votre Signe, en Cancer, le comportement des autres est susceptible de vous importuner. Une décision prise par un proche peut aller à l'encontre de vos aspirations. Toutefois,

l'influence de Vénus en Verseau adoucira les contrariétés et vous permettra de tirer votre épingle du jeu!

Scorpion (23 octobre au 21 novembre)

La Lune qui se trouve encore au trigone de votre Signe, en Cancer, devrait contribuer à vous mettre en valeur et à vous distinguer de la masse. Les loisirs et les divertissements qui ont un rapport avec votre orientation professionnelle seront les plus aptes à vous satisfaire. D'ailleurs l'attitude d'une nouvelle fréquentation risque de vous étonner...

Sagittaire (22 novembre au 21 décembre)

Les aspects planétaires actuels mettent l'emphase sur les activités physiques. Vos chances de remporter la victoire dans un concours ou dans une compétition seront directement liées à votre attitude mentale. Rappelez-vous qu'il n'est pas possible de trop sourire et que votre bonne disposition vous fera toujours gagner des points.

Capricorne (22 décembre au 19 janvier)

L'opposition de la Lune en Cancer avec Mars en

Capricorne pourrait aujourd'hui vous inciter à agir plus impulsivement. Vous devriez attendre une journée avant de faire un achat important. Si vous n'avez pas changé d'avis après une bonne nuit de sommeil, vous ne regretterez pas votre dépense. Par ailleurs quelqu'un souhaite attirer votre attention; regardez autour de vous...

Verseau (20 janvier au 18 février)

Tandis que Vénus parcourt votre Signe, tout ce qui se rapporte aux arts, à l'esthétique et à la sensualité devrait vous sourire, sinon vous ravir! C'est un bon samedi pour acquérir de nouveaux vêtements ou pour modifier votre apparence. La beauté, la douceur et l'harmonie figurent au programme de votre week-end. Alors sachez en profiter!

Poissons (19 février au 20 mars)

La rencontre du Soleil, de Mercure et d'Uranus au début de votre Signe crée un climat de mouvement et de turbulence à l'intérieur duquel vos affaires ne peuvent pas stagner. Attendez-vous à recevoir des nouvelles concernant une affaire qui n'avancait plus. Possibilité de coup de foudre intellectuel ou d'élan impulsif face à une idéologie ou une philosophie.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

- Rapidement - Saisit avec rapidité.
- Libertaire - Viande crue - Métal radioactif.
- Justifier - Nacrés - Crêpe d'Asie.
- Effectif - Emissions de gaz - Pudique.
- Venue au monde - Le petit écran - Effrayable - Thallium.
- Mise par écrit - Allonge - Le lis en est une.
- En matière de - Touffus - Négation - Glande femelle.
- Elle borde le lac - Chauve - Région - Nonchalant.
- Cigarillo - Fric - Pronom personnel - Espace de temps.
- Peut-être forgé - Qui combat pour une idée - Se lit en bas de page - Rayon électromagnétique.
- Relatif au raisin - Pif - Elle va aux urnes.
- Bouquinés - Auteur de Nana - Teindre - Bruit incongru.
- Grade - Refus - Mal à l'aise - Enflammé.
- Lien conjugal - A cours à Tokyo - Whisky canadien - Carte.
- Agitent - Pâte de soja - Mettre de niveau.
- Évalués - Stabiliser - Il roule très vite.

VERTICALEMENT

- Presser vivement - Qui sont très rapides.
- Il brait - Colorant rouge - Vase - L'aigle y niche.
- Filet de canard - Agent infectieux - Dépravé.
- Fromage - Paradis terrestre - Attachés.
- Boire au sein - Elles montent à cheval - Blonde douce.
- Précieux - Lettre grecque - Cumulus.
- Mémoire vive - Atteint - Marqué de raies.
- Diplôme - Toison des moutons - Disciple.
- On y brûle du bois - Inanimé - Greffé - Tamis.
- À toi - Robe indienne - Herbe courte et fine - Vieille armée.
- Malheureux - Calme et serein - Ruminant - Marque la compagnie.

12. Ventilateur - Croître en hauteur - Ressemble à l'aloès.

- Ne conduit pas la chaleur - Met plus haut - Artère.
- Cachés - Sommet - Arbre africain - Hautain.
- Garde et cache - Partie d'une charrue - Homme misérable - Hurlerment.
- Eruption cutanée - Ignorant - Voie de communication.
- 52 semaines - Gobe - Parfums.
- Très minces - Repas bien connu - Petit mot latin - Insignes liturgiques.
- Appendice chamu - Machin - Bravement avec insolence.
- Rendre confus - Narines des cétacés - Gaz intestinal.

Solution du dernier numéro



SCIENCE

STATION SPATIALE INTERNATIONALE

Un test pour l'avenir de l'exploration spatiale

GUY CLAVEL

Agence France-Presse

■ BRUXELLES — La Station spatiale internationale (SSI), dont la construction devrait reprendre au printemps, représente un test pour l'avenir de l'exploration de l'espace par l'homme, ont estimé cette semaine des experts à Bruxelles, en marge de la Conférence internationale sur la coopération spatiale.

« Il est très évident que la SSI est techniquement et politiquement de la plus haute importance dans notre tentative de mettre en œuvre un programme spatial convaincant », a estimé au cours d'une conférence de presse un responsable de l'Agence spatiale européenne (ESA), Dietrich Vennemann.

La construction de la Station, interrompue après l'explosion de la navette *Columbia* il y a deux ans, devrait reprendre ce printemps. Les agences par-

tenaires ont approuvé en janvier sa configuration finale. L'assemblage doit être achevé d'ici à 2010, soit quatre ans après la date initialement prévue.

L'Europe a conçu un programme d'exploration spatiale, Aurora, qui prévoit l'arrivée de l'homme sur la planète Mars en 2036. Mais cela signifie qu'il faut développer les technologies pour un tel vol et effectuer des recherches plus approfondies sur les vols de longue durée. « Dans ce contexte, la SSI jouera

un rôle important », a souligné M. Vennemann, responsable d'Aurora.

La Station, ont noté d'autres experts, est utile pour valider des techniques concernant les rendez-vous spatiaux — indispensables pour bâtir en orbite le futur vaisseau à destination de Mars — les sorties extravéhiculaires, les réparations dans l'espace...

La SSI, où vivent déjà en permanence des astronautes — deux actuellement, six à partir de 2009 —, sera également un vaste laboratoire pour observer l'impact des vols de longue durée sur la santé des astronautes (ostéoporose, problèmes cardiovasculaires, etc.), a noté de son côté Mare Heppener, chargé de la Station à l'ESA.

Les voyages sur Mars dureront environ deux ans, et il faut savoir quelles seront les réactions des astronautes qui auront à vivre « isolés, dans un en-

vironnement dangereux, en effectuant des tâches complexes », a-t-il dit. Ce qui est réalisé à bord de la Station.

La construction de la Station a été interrompue après l'explosion de la navette «Columbia» il y a deux ans

La SSI est « une chance unique pour approfondir nos connaissances, élargir notre base de recherches », a renchéri Günter Verheugen, vice-président de la Commission européenne.

Mais des nuages pèsent sur la SSI et inquiètent les experts qui voient en elle un élément indispensable de la poursuite de l'exploration du système solaire par l'homme, et non pas seulement par robots interposés.

Le directeur de l'ESA, Jean-Jacques Dordain, comme le directeur de l'agence spatiale russe, Anatoly Perminov, ont répété jeudi à Bruxelles qu'ils étaient convaincus de la reprise des vols de navettes spatiales au printemps, et donc de la construction de la SSI.

Mais « la participation des États-Unis après 2016 n'est pas claire », a reconnu M. Vennemann. La navette doit prendre sa retraite en 2010 et aucun vaisseau n'est encore en chantier pour la remplacer.

Or, a ajouté le responsable d'Aurora, les participants ont déjà dépensé des milliards de dollars. Donc, « si nous ne pouvons pas l'utiliser, les arguments pour mener d'autres programmes dans l'espace seront affaiblis ».

L'avenir de l'exploration spatiale, a-t-il conclu, « dépendra de la véritable utilisation de la SSI ».

Ce n'est pas vrai que n'importe qui peut entrer chez lg2.

lg2

lg2.com Publicité, promotion

SCIENCE



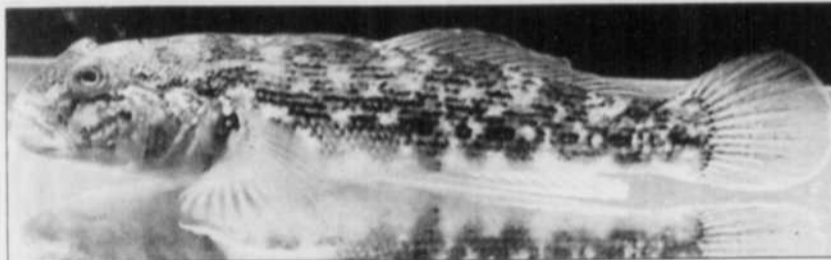
Le gobie à taches noires est une espèce envahissante que l'on retrouve dans le Saint-Laurent, à la hauteur de Québec.

GOBIE À TACHES NOIRES

Les poissons du fleuve font la fine bouche

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

Le gobie à taches noires, une espèce envahissante que l'on retrouve dans le fleuve, à la hauteur de Québec, n'est pas encore entré dans les habitudes alimentaires de nos poissons prédateurs. Compte tenu de sa très grande capacité de reproduction — jusqu'à huit pondaisons par été! —, ça n'est certainement pas une bonne nouvelle pour plusieurs espèces indigènes du Saint-Laurent. Reste à savoir si c'en est une mauvaise.



En grande quantité, le gobie à taches noires peut causer de larges torts aux populations autochtones en mangeant leurs œufs ou leur progéniture.

Le gobie à taches noires est un petit poisson originaire d'Europe introduit accidentellement dans le fleuve dans les années 90. En grande quantité, il peut causer de larges torts aux populations autochtones en mangeant leurs œufs ou leur progéniture. Bien qu'il dépasse rarement les 15 centimètres de longueur, le *Neogobius melanostomus* est une espèce agressive qui peut s'approprier les meilleurs habitats et offrir une féroce concurrence alimentaire aux autres poissons.

Environnement Canada et le Parc aquarium ont donc conduit une pêche expérimentale l'automne dernier — période très active où les poissons tentent de se constituer des réserves pour l'hiver — à la hauteur de Saint-Nicolas. L'objectif était de savoir si des prédateurs comme la perchaude ou l'achigan

avaient incorporé le gobie à leur régime. Dans ce cas, l'« intrus » aurait moins de chance de nuire à son écosystème d'adoption, puisque sa population serait naturellement contrôlée.

Mais les prédateurs du fleuve font encore la fine bouche, apparemment. Sur huit espèces susceptibles de chasser le gobie, seulement une, le doré noir, semble avoir commencé à s'y intéresser. « Je m'attendais à plus que ça, admet Yves Delafontaine, biologiste au Centre Saint-Laurent, qui a participé à l'étude. Même les autres espèces qui se tiennent plus près du fond (ou le gobie se cache), comme les barbus, entre autres, n'ont pas l'air d'en manger. »

Les habitudes nocturnes du gobie pourraient, selon M. Delafontaine, protéger les jeunes spécimens des prédateurs du fleuve, plutôt diurnes. À l'âge adulte, sa taille en fait plutôt une proie

pour des oiseaux comme le héron et le cormoran. Le gobie se terre toutefois dans des habitats rocheux ou accidentés que ces oiseaux fréquentent peu.

PAS DE CATASTROPHE

M. Delafontaine, néanmoins, n'en est pas encore à crier à la catastrophe. Peut-être, dit-il, d'autres espèces suivront-elles bientôt l'exemple du doré noir. Peut-être aussi qu'il n'y a pas assez de gobies aux environs de Saint-Nicolas, où le fond du fleuve est plutôt vaseux, pour que les prédateurs prennent l'habitude de s'en nourrir.

Une nouvelle pêche expérimentale se fera aux environs de l'île d'Orléans au printemps. Le Saint-Laurent, plus rocheux à cet endroit, abriterait plus de gobies. Combinée à la famine de l'hiver, une telle quantité convaincra peut-être achigans et consorts de passer à table.

Une carte des variations génétiques

■ WASHINGTON — Des chercheurs ont révélé jeudi la première carte des variations génétiques les plus courantes dans trois groupes de population humaine qui pourrait permettre un jour de prévoir et de prévenir nombre de maladies. Les résultats de ces travaux réalisés par la firme californienne Perlegen Sciences Inc. paraissent dans le plus récent numéro de la revue *Science*. L'ADN ou le génome de 99,9% de la population du globe est identique et ce sont les variations génétiques dans le 0,1% restant qui déterminent les caractéristiques individuelles, la

forme du visage, la couleur des yeux, mais aussi les risques de maladies. Cette carte, première étape dans l'identification de brèves minuscules d'informations appelées SNP (séquence polymorphisme nucléotidique), sont jugées essentielles pour créer une véritable médecine génétique. Mais la plupart des problèmes de santé comme le diabète, la dépression ou les maladies cardiovasculaires résultent de l'interaction complexe de nombreux gènes, de facteurs exogènes comme l'environnement et des habitudes de vie risquées. AFP

CHEVROLET AVEO⁵

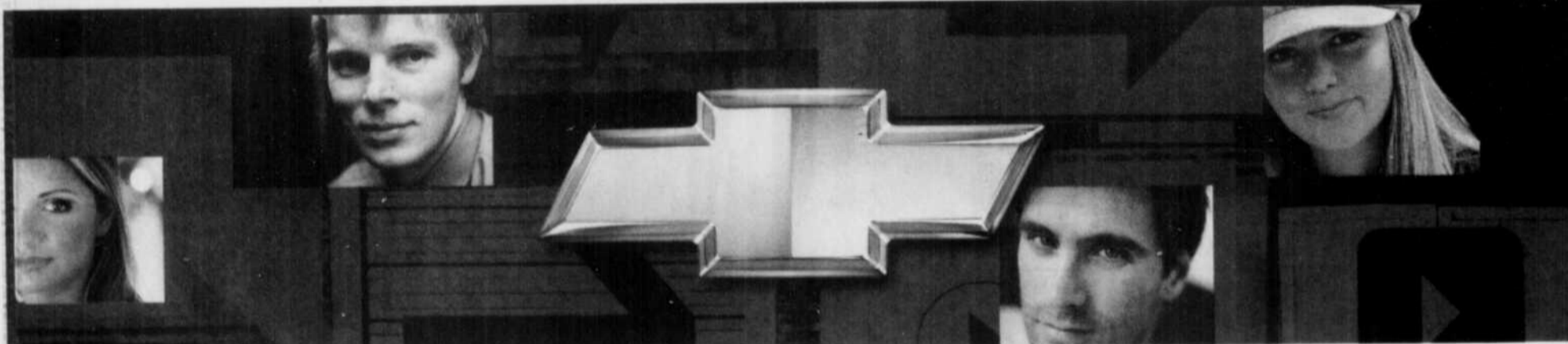
139\$/mois*
avec comptant de 1881⁵
0⁵ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité	FINANCEMENT
159\$	849\$	0\$	0% À L'ACHAT
174\$	0\$	0\$	

* Terme de 60 mois à la location. Transport et préparation inclus.

MARLIN
CHEVROLET INC.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212
www.marlinchev.gmcanada.com



« La Cobalt impressionne »

David Booth, *The Gazette*



Modèle coupé LS illustré

Modèle berline LS illustré

CHEVROLET COBALT BERLINE ET COUPÉ

169\$/mois*
Avec comptant de 2520\$
0\$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité	OU	0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT
189\$	1604\$	0\$		
224\$	0\$	0\$		

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

Moteur 2,2L 4 cylindres ECOTEC à DACT de 145 HP • Boîte manuelle Getrag à 5 vitesses avec surmultipliée • Direction assistée électrique, à crémaillère • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable • Sacs gonflables avant à déploiement adapté • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Contrôle automatique des phares à halogène • Roues de 15 po • Colonne de direction inclinable • Sièges baquets avant, côté conducteur réglable en hauteur • Centralisateur informatique de bord • Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise



CHEVROLET Choisis ta route.



La location des concessionnaires Chevrolet du Québec suppose aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent aux modèles neufs 2005 suivants : Cobalt berline (1.8L/157/73) et Cobalt coupé (1.8L/157/73). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au programme de location. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange de véhicule. Les modèles illustrés comprennent certains équipements de base. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Frais de transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location. À l'expiration des programmes de La Carte GM et de GM Mobilis. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.